

Monte-Cristo
Règlements
de compte
au cinéma

ET TOUTES LES SORTIES, PAGES 20-24

Assange libre
Fuites et fin
pour le créateur
de WikiLeaks

PAGES 6-7

Libération

La cinéaste Alice Diop, créatrice du collectif «Nous on vote». PHOTO MARGHERITE BORNHAUSER

A close-up portrait of Alice Diop, a Black woman with short, dark, curly hair. She is wearing a white t-shirt and large, ornate gold earrings. She has a serious expression and is looking directly at the camera. The background is a solid teal color.

ALICE DIOP FACE AU RN «POUR LES GENS COMME MOI, C'EST LA VIE OU LA MORT»

En proie à la peur, au désarroi et à la colère depuis le 9 juin, la cinéaste a monté un collectif pour mobiliser les jeunes des quartiers populaires contre l'extrême droite. Entretien.

PAGES 2-5





ÉDITORIAL

Par
DOV ALFON

Haine

S'engageant dans une campagne politique que nulle personne sensée – et certainement pas lui – n'appelaient de ses vœux, le Premier ministre Gabriel Attal a eu

une formule fataliste et percutante à la fois : « *Le pays joue sa peau dans cette élection.* » Sans doute, mais certains d'entre nous jouent plus leur peau que d'autres, et la métaphore claqua plus vraie. Ainsi, dans une grande interview à *Libération* sur la perspective d'un gouvernement d'extrême droite en France, la cinéaste Alice Diop nous dit : « *J'ai l'impression d'avoir perdu ma peau, comme une grande brûlée.* » Et celle qui se donne corps et âme dans « Nous, on vote », le collectif qu'elle a

fondé pour la mobilisation, ajoute pour ceux qui ne voudraient pas comprendre : « *En ce moment, je fais des rêves où je me vois à l'école primaire subir des agressions racistes que j'avais enfouies.* » Bien d'autres se retrouvent dans cet effroi qui gagne du terrain, alors que le Rassemblement national égrène tranquillement son programme, renonçant pratiquement à toutes ses promesses sauf une, le rejet de l'autre. Oui, l'air est déjà toxique. Si la gauche se constitue

par le choix de l'égalité, l'extrême droite se définit par la stigmatisation des « étrangers », aussi Français soient-ils. Sciant les piliers de la République, Jordan Bardella promet aux « vrais Français » une loi d'urgence sur l'immigration comprenant le retour des expulsions massives, la fin du droit du sol, la restriction du regroupement familial et bien d'autres propositions et idées considérées encore récemment comme honteuses. Et quand bien même le Conseil constitutionnel déciderait de reto-

quer de nombreuses mesures, il se verra accusé de trahison nationale par les seconds couteaux. Car pour les racistes qui veulent nous gouverner, la haine demeure. Alors, que faire pour sauver sa peau ? « *Un feu s'est déclenché en moi, où se mêlant la colère, la trahison et un sentiment de déception profonde* », nous confie Alice Diop. Comme elle et de nombreux combattants, nous devons toutes et tous nous jeter dans la bataille pour éviter le pire. ♦

Alice Diop

« Face au racisme, il faut une réaction de combat »

La cinéaste raconte la « dissolution intérieure » qui l'a saisie le 9 juin, la peur et la colère qui ont suivi, et appelle à regarder en face « le racisme rampant » dans la société française. Tout en se mobilisant pour inciter les habitants des quartiers populaires à voter aux législatives.

INTERVIEW

Recueilli par
RACHID LAÏRECHE
Photo
MARGUERITE BORNHAUSER

Ça commence par un message vocal. « *Bonjour, c'est Alice Diop, je ne vais pas bien depuis les élections. Et je ne suis pas la seule. Nous sommes plusieurs à avoir peur. J'aimerais bien vous parler d'un collectif qui vient de se créer pour inciter les habitants des quartiers populaires à voter.* » Une discussion débute à distance. Elle a duré des jours. La cinéaste, primée à la Mostra de Venise pour *Saint-Omer*, est prise dans un tourbillon. Tout se mélange : colère, trouille, espoir, révolte. Ça part dans tous les sens. Les législatives anticipées approchent à grands pas de bottes, les 30 juin et 7 juillet. Le succès possible du Ras-

semblement national perturbe ses jours, ses nuits et sa vie. Alice Diop a perdu ses repères. Comment faire pour les retrouver ?

La cinéaste de 45 ans a lancé un collectif quatre jours après la dissolution annoncée par le président de la République. Le nom est simple : « Nous, on vote ». Des potes, des artistes et des figures culturelles. Une petite bande et un objectif : mobiliser la jeunesse des quartiers populaires qui regardent les urnes de travers. Les abstentionnistes. Une grande soirée est prévue en Seine-Saint-Denis, à Montreuil dans le quartier de La Noue, entre les deux tours des législatives.

Le collectif a aussi contacté des personnalités du cinéma et de la musique (Jean-Pascal Zadi, les rappeurs Fianso et Naps, Angèle, etc.). Ils ont tourné une petite vidéo pour inciter les éloignés des urnes à voter. Elles seront mises en ligne sur les réseaux

sociaux à partir de jeudi. Trois jours avant le grand flip.

Alice Diop est dans sa cuisine. Elle a grandi à Aulnay-sous-Bois. Elle vit toujours dans un quartier populaire en Seine-Saint-Denis. En préparant le café, la cinéaste replonge dans le brouillard. « *Chacun doit s'engager comme il peut* », dit-elle au sujet du collectif. Debout, elle refait le film de ses derniers jours. La peur, la colère et le doute sont intacts. Alice Diop passe dans le salon. Elle s'installe en bout de table. Le café est chaud. Après des jours d'échange à distance, la discussion devient officielle. Elle se lance. Alice Diop pose des mots sur son « embrasement ».

Comment est né votre collectif ?
Je me sentais seule après les élections. J'ai eu besoin de compter mes forces et les alliés. J'ai appelé des amis et on s'est très vite rendu compte qu'on avait tous la même en-

vie, les mêmes besoins. On s'est assez vite fédérés. Nous n'avons que quelques jours devant nous. On aura le temps de débattre dans les mois à venir, de ce que l'on est en droit d'attendre de la gauche quand on est habitant des quartiers populaires, mais l'urgence actuelle est de tenter de mobiliser les abstentionnistes. On a décidé de lancer une campagne à destination des quartiers avec le slogan : « *Nous, on vote.* » Il faut convaincre les gens autour de nous : ceux qui seront les premières cibles en cas de victoire du Rassemblement national. Ce collectif et notre prise de décision m'ont aidée à sortir de la tétanie, il y a quelque chose de festif et de joyeux, ça nous fait du bien de nous sentir ensemble.

Pourquoi dites-vous que cela a aidé « à sortir de la tétanie » ?

Je vais un peu mieux, mais je pars de loin. Il s'est passé

Suite page 4



Alice Diop
le 21 juin
à Noisy-le-Sec.

Les conséquences vertigineuses du programme RN

La question d'un enjeu «de vie ou de mort», n'est pas qu'une façon de parler. Pour nombre de Français, les mesures pronées par l'extrême droite auraient un impact catastrophique.

Le Rassemblement national au pouvoir, est-ce vraiment *«une question de vie ou de mort»* pour les étrangers de papiers, binationaux, d'apparences, de noms ou de prénoms ? Postés dans un square dans le Val-de-Marne, deux trentenaires (binationaux) cherchent la réponse. Le plus grand des deux par la taille tente un chemin pour résoudre l'équation. Il se demande : *«Je suis français. Qu'est-ce qu'ils peuvent me faire une fois au pouvoir ?»* On récapitule juste un instant. «Ils», c'est le Rassemblement national. La France peut se réveiller lundi 8 juillet, dans moins de quinze jours, avec Jordan Bardella à Matignon. Le plus petit des deux par la taille lui lance du tac au tac : *«Tu peux même avoir deux passeports français, tu auras toujours une tête et un nom d'Arabe.»* Un échange banal dans la période. Tout le monde se projette dans le futur. Une partie du pays pense aux législatives en souriant. Une autre (notamment les immigrés et leurs enfants) en tremblant. Alors, le Rassemblement national, *«une question de vie ou de mort»* ? Jetons un œil sur le programme. Il offre une grande place à l'immigration (régulière ou non). Jordan Bardella promet la suppression de toutes les dérogations qui empêchent les expulsions d'étrangers, le retour du délit de séjour irrégulier, la fin du droit du sol, le remplacement de l'Aide médicale d'Etat par une Aide d'urgence vitale et la restriction du regroupement familial. Le Conseil constitutionnel pourrait retoquer de nombreuses mesures, notamment la suppression du droit du sol.

Deux catégories. Le Rassemblement ne s'arrête pas là. Jordan Bardella rêve également de renforcer les sanctions pour les employeurs de travailleurs clandestins, de réserver les aides sociales aux Français et de conditionner à cinq années de travail en France l'accès aux prestations sociales non contributives comme le Revenu de solidarité active (RSA). Comprendre : les familles étrangères pauvres le seront encore davantage. La préférence nationale,

rebaptisée *«priorité nationale»*, ne fait pas partie des mesures d'urgence de Jordan Bardella. Enfin, pour le moment. Pourquoi ? *«Pour la mettre en place, nous aurons besoin de la présidence de la République, parce qu'il faudra engager une révision constitutionnelle.»*

Le postulant à Matignon a aussi indiqué que son parti ferait en sorte que les personnes ayant la double nationalité ne puissent pas occuper de postes *«stratégiques»* dans des *«secteurs sensibles»*. Des Français divisés en deux catégories. C'est quoi *«stratégiques»* et *«secteurs sensibles»* ? Marine Le Pen évoque des postes en matière de défense, de nucléaire ou de renseignement. *«Cette courte liste sera revue très régulièrement en fonction de l'actualité géopolitique et de ses conséquences pour notre pays»*, explique-t-elle sur les réseaux sociaux. Une autre mise au point : cette mesure s'appliquerait seulement à *«certains binationaux»*. Tiens, lesquels ?

Insultes et menaces. Un avocat qui défend de nombreux clients en situation irrégulière mais aussi des jeunes victimes de violences policières met en lumière une autre facette sur la *«question de vie ou de mort»*. La parole raciste contre les étrangers a toujours existé mais elle est montée en volume depuis que le président de la République a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. Les électeurs du Rassemblement national (enfin, une partie) triomphent sans se cacher. Des insultes et des menaces à foison contre tout ce qui ressemble de près ou de loin à un étranger. *«On sent une libération dans les mots, mais nous ne sommes pas à l'abri du pire, explique l'avocat qui ne cache pas son inquiétude. Les militants frontistes et les petits nazillons vont peut-être se croire autorisés à agresser les étrangers. Et il y a aussi la question de la police qui vote en majorité à l'extrême droite. Bardella leur a promis la mise en place d'une présomption de légitime défense. Il peut aussi y avoir une sorte d'impunité autorisée.»*

Retour dans le Val-de-Marne. Les deux gars postés dans le square font le bilan. *«Une question de vie ou de mort ?»* Le plus grand des deux a rangé son optimisme dans son cartable. Il ne se demande plus *«qu'est-ce qu'ils peuvent me faire une fois au pouvoir ?»* L'inquiétude a pris toute la place. Il conclut comme ça : *«C'est très chaud ce qui se passe en ce moment. Nous sommes vraiment dans le viseur, ça ne rigole plus.»*

R.L.A.



Suite de la page 2 un truc fou la veille des élections européennes, le samedi 8 juin. Je ne sais pas comment l'expliquer, c'est comme si j'avais senti quelque chose. Une catastrophe imminente. J'ai fait un malaise dans le métro. J'avais plus de 17 de tension. Ça ne m'était jamais arrivé avant. Aux urgences, le médecin m'a dit que tout allait bien physiquement, mais que parfois le corps réagissait à une menace invisible qui semblait imminente. Il m'a demandé : « Est-ce qu'il y a quelque chose qui vous inquiète en ce moment ? » J'ai failli lui répondre : « Et vous, tout va bien, il n'y a rien qui vous inquiète ? »

Le soir des élections, après le score de l'extrême droite et la dissolution annoncée par le président de la République, comment avez-vous réagi ?

Ça a été violent. Je l'ai vécu très personnellement. Une dissolution intérieure qui m'a terrassée. La question du racisme ne m'est pas inconnue. Je travaille dessus depuis toujours, et pas seulement : lorsque tu es une femme noire en France, toute ta vie est façonnée par la manière de réagir aux micro-agressions racistes que tu es susceptible de vivre dans tous les milieux, dans les interactions intimes, sociales, professionnelles. Il n'y a pas un espace qui ne t'oblige pas à trouver des stratégies pour résister à la place où les gens veulent te mettre.

Vous travaillez sur le racisme, vous l'avez subi aussi, et vous êtes surprise par la situation ?

Justement, c'est ce qui m'a dévastée. Tout le monde peut bomber le torse en disant qu'il a vu venir le danger mais c'est du vent tant que ça ne devient pas réel. Je me suis rendu compte que je n'avais pas de rempart et c'est ce qui a créé un chaos émotionnel, un embrasement. Un feu s'est déclenché en moi, où se mêlaient la colère, la trahison et un sentiment de déception profonde.

Il y a la peur aussi. Je crois que c'est ce qui me fait le plus mal. Et qui me met le plus en colère. Cela m'atteint, alors que j'avais l'impression d'avoir construit un discours et une position dans ma vie qui me protégeait. J'ai étudié l'histoire coloniale, ce qui aurait pu me préparer à cette situation. Je me suis constitué une charpente intellectuelle pour résister à cette peur-là. Et elle est malgré tout entrée à l'intérieur de moi. J'étais gelée. Je n'arrivais plus à parler. Je n'arrivais plus à penser. Les premiers jours, j'étais enfermée dans ma peur. Je ne pouvais pas sortir de chez moi : insomnie, colère et pleurs. Vraiment, j'ai rarement été aussi mal après une élection.

Il y a eu une manifestation contre le Rassemblement national, à Paris le samedi 15 juin, qui a réuni du monde. Vous y étiez ?

Je ne voulais pas y aller. Je n'étais pas capable à ce moment-là d'être en interaction avec les autres. Le jour de la manifestation, je suis allée chez une amie qui m'a dit que ça pourrait nous faire du bien. J'ai accepté. On est arrivé au moment où SOS Racisme défilait. Ils étaient une cinquantaine à tenir les mains jau-

nes de l'époque où il est écrit « *Touche pas à mon pote* ». J'ai fait demi-tour. Ce n'est pas de ça dont j'avais besoin (*elle souffle*). Je n'ai pas envie de m'étendre là-dessus, je crois qu'on a déjà tout dit sur ce que cette manière de lutter peut avoir de paternaliste et de condescendant. Peut-être que cette manifestation a fait du bien à des gens, et c'est tant mieux pour eux.

Qu'est-ce qui vous met le plus en colère ?

Il y a un éléphant dans la pièce et personne ne semble le voir. La question du racisme n'est pas clairement posée. J'entends les analyses du ressort du vote Front national, il y a énormément de choses qui sont dites, et que je peux partager, des analyses qui racontent la complexité de ce vote, mais c'est quoi le dénominateur commun de tous ces gens ? C'est le racisme, c'est une vision du monde, une volonté de revenir à une certaine idée de la France, un passé fantasmé où je serais perçue comme une étrangère ; une ennemie. Ce n'est pas clairement dit parce que c'est une question inconfortable.

Je ne demande pas seulement à un parti d'y répondre mais aux individus. Chacun doit se demander où il en est sur la question du racisme. Il ne suffit pas de dire que le Rassemblement national est un parti xénophobe. C'est quoi un parti xénophobe ? Ça commence où ? Comment on lutte contre ce racisme rampant ? Avec une banderole « *Touche pas à mon pote* » ? Je m'interroge sur l'absence de la pensée antiraciste dans ce moment historique que nous traversons. Cette absence me blesse. Je me demande sur qui je vais pouvoir compter.

Vous n'avez parlé au téléphone de votre désaccord avec la tribune d'Ariane Mnouchkine parue mi-juin dans Libération...

(*Elle coupe*) C'est une femme que je respecte infiniment mais je suis très blessée quand elle dit que les gens de la culture ont méprisé le ressenti des électeurs de l'extrême droite, qu'ils ne les ont pas suffisamment écoutés. Moi, j'ai l'impression que l'on ne fait que ça, les écouter. Par contre, est-ce qu'on écoute les effets de la contamination de la pensée raciste en France ?

Au lieu de les écouter, on devrait se demander quel contre-récit leur opposer, est-ce qu'on est en mesure de proposer massivement un contre-récit ? Il faut une réaction de combat : irriguer les salles de théâtre, les cinémas et partout ailleurs. C'est n'est pas parce qu'ils sont en nombre aujourd'hui qu'ils nous dominent, qu'ils ont raison.

De nombreuses personnes expliquent que les électeurs du Rassemblement national ne mettent pas du tout la question raciale en avant...

C'est drôle, une copine m'a dit la même chose. Elle m'a parlé d'un documentaire sur Arte, la *Jeunesse n'emmerde plus le RN*, où les jeunes ne mettent à aucun moment en avant la question identitaire. Une manière de dire que ce n'est plus le moteur du vote à l'extrême droite. Cette question est absente parce



A La Courneuve (Seine-Saint-Denis), en octobre 2019. PHOTO CYRIL ZANNETACCI/VIU

« Je me dis que ça arrange tout le monde de ne pas voir l'éléphant au milieu de la pièce. Le racisme est tellement diffus, partagé de façon souterraine ou impensée, que c'est comme s'il avait disparu alors que c'est la question centrale. Notre premier contact remonte à décembre, lors du vote de la loi immigration. A cette époque, vous aviez refusé de prendre la parole. Pourquoi la prendre aujourd'hui ?

que la chose est tellement entendue qu'il n'y a plus besoin de mettre en avant cet argument. Et c'est là le problème. Ça invisibilise le caractère profondément raciste du Rassemblement national, ses effets et le ressenti des gens qui en seront victimes. Je me dis que ça arrange tout le monde de ne pas voir l'éléphant au milieu de la pièce. Le racisme est tellement diffus, tellement partagé, de façon souterraine

ou impensée, que c'est comme s'il avait disparu alors que c'est la question centrale.

Notre premier contact remonte à décembre, lors du vote de la loi immigration. A cette époque, vous aviez refusé de prendre la parole. Pourquoi la prendre aujourd'hui ?

Généralement, je ne veux pas être dans un commentaire de l'actualité, ce n'est pas ma place. J'aime bien prendre le temps de sédimenter ce qui se passe. Ça ne veut pas dire que mon travail est déconnecté du champ social, il est totalement câblé sur les questions sociales et politiques, mais il est formulé avec une distance qui me semble plus fertile, et une façon aussi d'aiguiser mes propres outils. La loi immigration m'a mise dans un état de nervosité et de grande colère mais je n'étais que ça. Je n'étais que colère, qu'est-ce que je pouvais dire d'autre ?

Et aujourd'hui ?

Je parle pour que soit entendue une expérience intime, singulière, celle d'une personne racisée devant cette catastrophe. Je parle pour que notre parole puisse exister. Quand j'étais dans cet état d'embrasement, ce qui m'a aidée, c'est de me confronter au programme du Rassemblement national. Je l'ai entièrement lu.

J'ai pris des notes dans un carnet pour élaborer une pensée de combat. L'extrême droite au pouvoir, ce n'est pas seulement un inconfort moral mais une peur réelle. Pour les gens comme moi, c'est la vie ou la mort.

Dans votre collectif, il y a des jeunes, la nouvelle génération : comment vous l'observez ?

Ce sont eux qui me redonnent de l'espoir. Ils ne s'en laissent pas conter, plus personne ne parle en leur nom. Ils inventent d'autres formes de luttes, investissent tous les combats : sexisme, antiracisme, antisémitisme, homophobie, etc. Ils sont plus outillés que je ne l'étais au même âge. Ils identifient plus rapidement les systèmes d'oppressions. Ils savent y faire face collectivement avec l'espoir que cela ait moins d'impact sur leur vie. S'il s'agit demain d'entrer en résistance, je sais qu'on pourra compter sur eux.

La situation actuelle a-t-elle des répercussions sur votre travail ?

Je suis sur l'écriture d'un film, qui est en lien avec l'histoire coloniale, depuis deux ans. Forcément, ça percuté le présent. Au départ j'étais pétrifiée, j'avais perdu foi dans l'intérêt même de ce projet. A qui pourrât-il s'adresser dans un pays qui est prêt à mettre au pouvoir le Rassemblement national ? Qui voudrait le fi-



à leurs yeux (*rires*). Je suis tranquillement française là-bas. Au Sénégal, c'est moins fluide, c'est plus heurté, mais c'est dû à la complexité de l'histoire de l'immigration.

Et en France ?

Ma manière d'être française ici ? En ce moment elle est meurtrie, désabusée... Même si je continue à y croire au fond de moi en travaillant à la réalisation de cette utopie, en prenant à la lettre la devise républicaine. La question de l'égalité par exemple, on doit se saisir de ce terme et ne rien laisser passer. Quelque part, réclamer ses droits au nom de ces valeurs-là, c'est être intraitable sur la question du droit et de la justice.

Vous avez déjà eu un engagement politique ?

Oui et ça ne s'est pas bien passé. J'ai poussé la porte du Parti socialiste à Aulnay-sous-Bois quelques jours après mes 18 ans. Ce que j'ai vu m'a vaccinée. J'ai compris que l'espace de mon engagement ne serait pas au sein d'un parti politique.

Pourquoi frappe-t-on à la porte du Parti socialiste dans une ville comme Aulnay-sous-Bois à 18 ans ?

J'ai grandi avec l'idée qu'il y avait d'un côté ceux qui étaient avec nous et de l'autre ceux qui seraient contre nous. Quand Chirac apparaissait à la télé, mon père changeait de chaîne. Il ne voulait pas qu'on soit contaminés par ses discours. Quand il m'a remis ma première carte d'identité française à 8 ans, il en a fait un moment solennel. Il nous a convoqués dans le salon, mes frères, mes sœurs et moi. Il nous a dit : «Voilà, vous êtes français. Maintenant, il faut voter Mitterrand !» (*rires*) En 1988, toute la cité a sorti les casseroles pour faire de la musique lors de sa réélection. Pour nous, la gauche, c'était les gentils. J'ai poussé la porte du Parti socialiste comme une enfant à qui on a raconté un conte. Puis j'ai découvert les manœuvres politiques et les parachutages. J'ai été écoeuvée.

Vous l'avez vécu comme une rupture ?

Non. Je ne me suis pas détournée de la gauche mais j'ai compris que l'engagement politique n'était pas circonscrit à un parti. Je suis rentrée dans le cinéma comme on pourrait rentrer dans un parti politique, avec le même idéal, parce que ça peut être un outil de transformation du réel. Le cinéma permet de réécrire le récit et d'indexer l'histoire officielle. Et puis le cinéma, c'est plus doux, il te permet aussi de dire quelque chose de toi sans le cracher à la figure, le crier ou le vomir.

Ça peut être une pensée que tu adresses à un autre, qui ne penserait pas forcément comme toi, mais qui peut d'autant plus l'entendre, et se sentir grandi, car ce que tu as à lui dire, tu le formules dans un langage artistique. Moi, il y a des livres et des films qui m'ont changée.

Comment ?

Je peux parler de Frantz Fanon. La pensée de Bourdieu m'a beaucoup structurée. Les livres d'Annie Ernaux m'ont aidée, Toni Morrison aussi. Il y a la poésie d'Audre Lorde. Tous ces gens-là m'ont musclée,

soignée, sculptée politiquement. C'est un espace de réflexion qui est bien plus fort à mes yeux que les paroles politiques.

Ces derniers jours, à cause de l'actualité politique, il y a de nombreuses disputes dans les sphères professionnelles mais aussi intimes. Avez-vous eu des tensions avec votre entourage ?
Non, mais c'est vrai que je me suis un peu repliée sur moi. Je ne parle plus avec des gens que j'adore parce que je me protège. Il y a des choses que je ne peux pas entendre. Ce n'est peut-être pas rationnel mais c'est comme ça. Ce ne sont pas des ruptures mais du repli. Je ne suis

pas en mesure d'expliquer ce que je traverse à ceux qui ne sont pas directement concernés par le racisme. Je n'ai pas envie de faire état de ma peur intérieure ou de recevoir de la consolation.

J'ai l'impression d'avoir perdu ma peau, comme une grande brûlée. En ce moment, je fais des rêves où je me revois à l'école primaire subir des agressions racistes que j'avais enfouies (*elle pose ses deux mains sur son ventre*). Beaucoup de choses remontent. Je me souviens de la mort de Nahel, l'année dernière à la même époque. C'était très dur. Un de mes premiers films, en 2005, c'était *Clichy pour l'exemple*, à la

suite de la mort de Zayed et Bouna. Le décès de Nahel m'avait mise dans une grande réflexion sur le tragique d'avoir à revivre ces terribles répétitions. Aujourd'hui, mon fils a 15 ans. C'est l'âge que Bouna avait en 2005.

Face à cette réalité, je ne suis plus cinéaste, juste une mère qui a peur, la mère d'un grand gaillard de 15 ans qui a déjà subi le racisme et qui le subira à nouveau. Quand je pense à ce qui pourrait nous arriver, lui arriver, j'ai très peur. Comme je vous le disais tout à l'heure, pour beaucoup d'entre nous, le 7 juillet, c'est une question de vie ou de mort. ◀

A Nice, «depuis les européennes, il y a un lâcher-prise sur le racisme»

Des Français d'origine nord-africaine qui vivent dans le quartier populaire de l'Ariane racontent le racisme au quotidien, et leur peur de voir le RN arriver au pouvoir.

Anne-Lise (1) aime les jolies expressions. Elle utilise avec soin le terme «vivre-ensemble». Puis elle met du temps à exposer sa pensée. «Avec ce vote, parfois, je ne me sens plus à ma place», finit-elle par exprimer. Et immédiatement : «Ah, ça fait du bien d'en parler ! Je me sens libérée.» On rencontre Anne-Lise dans le quartier prioritaire de l'Ariane à Nice. Cette fille de harkis vit mal la période électorale. Elle rumine le score élevé du Rassemblement national (RN), les débats exacerbés sur les plateaux télé, la campagne débridée, les reportages aux propos libérés. «Il y a beaucoup de racisme, expose la Niçoise de 59 ans. Et ça empire avec tout ce qui se passe.» Elle répète : «C'est dommage.» Surtout pour le vivre-ensemble.

«Humiliation personnelle»

Anne-Lise a mené conjointement une carrière d'aide-soignante dans un Ehpad et un rôle de mère de famille. Désormais, elle vit d'une petite retraite qui l'oblige à attendre son tour devant l'aide alimentaire. Anne-Lise veut changer son prénom pour l'article. Elle chuchote à l'évocation de ses parents harkis – «personne ne sait ça». Elle répond d'un geste à la question du vote – la main vers l'affiche LFI. Mais parle fort quand elle dénonce le racisme qu'elle subit. «Le pire, c'est quand je fais les courses. On me regarde mal. À l'épicerie, j'entends des réflexions : «on est envahis», «toujours les mêmes». On est visés parce qu'on est arabes. On est mal vus. Ce n'est pas normal du tout.» En ce moment, c'est une réflexion «tous les deux jours». Elle a essayé de répliquer : «Madame, Monsieur, on n'est pas tous pareils.» Une personne a rétorqué : «Vous êtes tous dans le même sac.» Elle a abdiqué : «Il vaut mieux faire marche arrière. Je n'aime pas la violence.» Ce n'est pas nouveau. A la maison de retraite, certaines personnes âgées l'appelaient «mauresque», «la bonne» et lui traient les cheveux. «Mais là, on est en 2024 et ça va être pire que Jean-Marie Le Pen. On a vraiment peur.»

Enclavé dans une vallée, l'Ariane est le quartier le plus excentré de Nice. C'est là que se sont installés les rapatriés d'Afrique du Nord dans les années 70. De petits immeubles de sept étages et des tours qui, au fil du temps, ont accueilli les immigrés et les classes populaires. Aujourd'hui, leurs enfants continuent d'y vivre. Toutes les personnes que *Libération*

a interviewées sont françaises, nées en France. «Ce n'est pas à l'Ariane qu'il y a du racisme», assure Anissa, qui porte le hidjab. Mais au «supermarché» : «On me dit «retourne dans ton pays», «qu'est-ce que tu fais là ?»» A l'hôpital aussi : un médecin pensait qu'elle ne parlait pas français. Elle le vit comme une «humiliation personnelle». A 32 ans, titulaire d'un doctorat, Anissa regarde avec attention les débats politiques mais n'a pas voté aux européennes. «Les résultats m'ont fait mal. Je ne savais pas que la France était descendue aussi bas, formule-t-elle. Si le RN gagne encore une fois, les gens vont se sentir pousser des ailes. Ils ne se gênent plus pour me manquer de respect. Or les mots, ça blesse et ça reste.» C'est le Front populaire qui remportera sa voix dimanche. Mais si la tendance politique ne s'inverse pas, Anissa réfléchira à partir à l'étranger «pour [ses] enfants», pourquoi pas au Canada. Sa mère Chérifa : «Ça fait mal quand elle dit qu'elle veut partir. Avec toutes ces séparations, toutes ces divisions, on doit toujours prouver que, nous aussi, on est des citoyens.»

«C'est gangrené»

À l'Ariane, Mehdi travaille avec des demandeurs d'asile. Son job est «en première ligne». Il craint des coupes budgétaires et «d'élourdissement des procédures administratives». Il lui arrive que des bénéficiaires lui fassent part d'attitudes racistes. «C'est gangrené, développe-t-il. En arriver à expliquer aux gens qu'il faut accepter les autres, comme on doit dire bonjour, c'est effrayant. Je suis pessimiste : la division des gens, la montée en pression, les tensions, ça fait peur.» Mehdi, 30 ans, ne vote pas : «Je ne crois plus en grand-chose malheureusement. La France black-bland-beur, ça ne marche plus.» Dans les Alpes-Maritimes, le RN a recueilli 37% des suffrages. Six points de plus qu'au niveau national. «Depuis les européennes, on remarque un lâcher-prise sur le racisme. Les gens assument maintenant», remarque Jassim, 23 ans. Ce Français d'origine marocaine, musulman, a grandi à l'Ariane et travaille désormais dans la finance au Luxembourg. «Auparavant, souvent les personnes se cachent derrière leur téléphone, leur écran, leur compte Twitter. Maintenant, on peut voir qui est qui en face à face. Une étape a été franchie. Ils se sentent légitimes. Ça va se décomplexer.» Il craint que «l'impact» se fasse ressentir au quotidien «à l'école, dans les entretiens au travail, dans le domaine associatif, dans le sport». Et lui aussi d'évoquer : «Quand on va faire les courses.»

MATHILDE FRÉNOIS
Correspondante à Nice

(1) Le prénom a été modifié.

Par
AMAELE GUITTON

La dernière fois qu'il était apparu à l'air libre, c'était le 11 avril 2019 à Londres, dans des images saisissantes: Julian Assange, visage hâve mangé par une barbe hirsute, était traîné sans ménagement par la police britannique hors de l'immeuble du 11, rue Hans-Crescent, après près de sept années passées entre les murs de l'ambassade d'Équateur. Mardi, dans une vidéo et quelques photos postées sur X (ex-Twitter) par WikiLeaks, le visage de l'Australien de 52 ans est certes fatigué, mais le regard, qui fixe l'extérieur d'un hublot d'avion, se perd vers l'horizon. Heures suspendues, entre deux pays et entre deux états: Julian Assange n'est pas encore tout à fait libre, mais il n'est plus prisonnier.

A deux semaines d'une ultime audience en appel, gagnée de haute lutte, contre son extradition vers les États-Unis, le fondateur de WikiLeaks s'apprête à solder quatorze ans d'une saga diplomatique-judiciaire sans équivalent, après avoir conclu un accord de plaider coupable avec les autorités américaines. Lundi, la justice britannique lui a accordé la liberté conditionnelle pour lui permettre de quitter la prison de haute sécurité de Belmarsh, où il était incarcéré depuis cinq ans, deux mois et treize jours, et de s'envoler vers les îles Mariannes du Nord, archipel de la mer des Philippines, territoire américain le plus proche des côtes australiennes. Vol non commercial, faute d'autorisation, a indiqué sa femme Stella, qui lance un appel aux dons pour rembourser au gouvernement australien le coût de l'affrètement, soit 520 000 dollars (485 000 euros). Mardi en milieu de journée, l'appareil s'est posé à Bangkok, en Thaïlande, pour une pause technique; il devait redécoller en soirée.

UN DESTIN HORS DU COMMUN SUR UN FIL

Mercredi à 9 heures à Saïpan, la plus grande des îles Mariannes du Nord (soit 1 heure du matin à Paris), Julian Assange comparait devant un tribunal fédéral. Selon des documents rendus publics par la justice américaine, lui qui faisait face à 18 chefs d'accusation plaidera coupable d'un seul: «*association de malfaiteurs en vue d'obtenir et de divulguer illégalement des informations classifiées relatives à la défense nationale des États-Unis*». Il devrait être condamné, d'après une source au fait du dossier citée par le *New York Times*, à soixante-deux mois de prison, déjà purgés en détention provisoire au Royaume-Uni. Puis s'envoler vers l'Australie, où l'attendent sa femme et ses deux plus jeunes enfants, nés lorsque leur père vivait reclus dans l'ambassade équatorienne.

Cet accord de plaider coupable, conclu le 19 juin selon un document de la Haute Cour de Londres, et dont les détails n'ont pas encore été rendus publics, n'est pas une totale sur-



Julian Assange dans son vol en direction de Bangkok, mardi. PHOTO AFP

JULIAN ASSANGE

La fin d'une très longue bataille

Après avoir conclu un accord de plaider-coupable avec la justice américaine, le fondateur de WikiLeaks doit être libéré ce mercredi. Un soulagement pour ses proches et ses soutiens, mais les inquiétudes pour la liberté de la presse persistent.

prise: quelques signes avant-coureurs avaient ouvert l'hypothèse d'une solution négociée. Interrogé par la presse en avril sur la demande d'abandon des poursuites émise par l'Australie, Joe Biden avait eu cette formule: «*Nous y réfléchissons*». L'imminence d'une libération n'en est pas moins, pour la famille du fondateur de WikiLeaks comme pour ses soutiens, un «*immense soulagement*», comme l'explique à Libération Rebecca Vincent, la directrice des campagnes de l'ONG Reporters sans frontières (RSF). L'avocat français du chef de file de WikiLeaks, Antoine Vey, reste prudent tant que l'accord n'a pas été avalisé par le tribunal, mais se réjouit d'avoir vu «*une image [de son client] où il n'est pas entravé*».

C'est que, depuis les grandes publications de 2010 et 2011 (500 000 rapports secrets de l'armée américaine sur les guerres d'Irak et d'Afghanistan, quelque 250 000 télégrammes diplomatiques, plusieurs centaines de documents sur les prisonniers de Guantanamo) qui ont valu à Assange d'être lourdement inculpé par la justice américaine, avec une peine théorique encourue de 175 ans de prison, son destin hors du commun n'a cessé de s'écrire sur un fil, ja-



Suivent sept années de claustration, au fil desquelles se nouent et se recomposent les rapports de force entre Quito, Londres et Stockholm, sans oublier Washington dans le hors-champ. Mais c'est aussi, autour du 11, rue Hans-Crescent, le monde en général qui se recompose, et sans doute la cosmogonie d'Assange lui-même qui se déplace ou se désaxe sous l'effet de sa guerre de tranchées contre les Etats-Unis. L'épisode de la campagne présidentielle américaine de 2016, avec les publications par WikiLeaks de mails du camp démocrate – dont la fuite portait la marque du renseignement russe – et la mise à profit débondée du soutien des trumpistes les plus radicaux, laissera des traces profondes et lui coûtera bien des soutiens. L'aspiration à la transparence des pouvoirs, abîmée par la taille du «camp contre camp», a viré à la guerre de l'information.

Successeur en 2017 de Rafael Correa, le président équatorien Lenin Moreno traite de plus en plus ouvertement Assange en locataire indelicat. Jusqu'à ce jour d'avril 2019 où il le lâche définitivement : l'Australien est arrêté et conduit à la prison de Belmarsh. La procédure suédoise est brièvement rouverte, puis refermée – tous les faits allégués sont désormais prescrits. La justice américaine, elle, abat ses cartes. Sur les 18 chefs d'accusation à l'encontre d'Assange, 17 relèvent de la loi sur l'espionnage. Ce texte plus que centenaire a certes déjà été mobilisé pour poursuivre des lanceurs d'alerte, de Daniel Ellsberg, la source des «Pentagon Papers» de 1971 sur la guerre du Vietnam, à l'ancien sous-traitant de la NSA, Edward Snowden, en passant par Chelsea Manning, la source de WikiLeaks en 2010, condamnée trois ans plus tard à trente-cinq ans de prison, avant de voir sa peine commuée par Barack Obama en janvier 2017. Une autre sous-traitante de la NSA, Reality Winner, a écopé en 2018 de soixante-trois mois de prison – elle a depuis été libérée pour bonne conduite.

NOUVELLE SÉQUENCE JUDICIAIRE

Mais c'est la première fois que ce texte est utilisé pour poursuivre un éditeur. L'administration Obama s'y était d'ailleurs refusée, de crainte, précisément, de fragiliser la protection de la liberté de la presse. Une retenue balayée par l'équipe Trump... Les organisations de défense des droits humains et de liberté de la presse, et nombre de grands médias, dénoncent la procédure américaine. Une nouvelle séquence judiciaire s'ouvre. Elle sera longue et éprouvante, alors que la

famille et les soutiens d'Assange ne cessent d'alerter sur son état de santé, de plus en plus précaire. Début 2021, pourtant, il a remporté une bataille d'importance : en première instance, la justice britannique a rejeté son extradition, faisant valoir sa fragilité psychique et le risque qu'il se suicide s'il venait à être incarcéré aux Etats-Unis. Mais par la suite, de recours en recours, les revers s'accumulent.

En juin 2022, Priti Patel, alors secrétaire d'Etat à l'Intérieur, avalise la remise du chef de file de WikiLeaks aux autorités américaines. L'équipe de défense de ce dernier continue à ferrailer. En mai 2024, enfin, l'espoir renaît pour Assange et ses proches : la Haute Cour de Londres lui accorde un nouvel appel. Au cœur des débats : la possibilité, ou non, d'invoquer la protection du premier amendement de la Constitution américaine. Et donc la conformité de l'extradition à la Convention européenne des droits de l'homme, qui protège la liberté d'expression, et à la loi britannique sur l'extradition de 2003, qui proscriit la discrimination en raison de la nationalité.

LE PRÉCÉDENT CRÉÉ EST BIEN LÀ

Prévue les 9 et 10 juillet, cette nouvelle audience deviendra caduque sitôt que le tribunal de Saipan aura statué. Est-ce parce que le vent judiciaire commençait à tourner que les discrètes négociations autour d'Assange, en cours depuis plusieurs semaines, ont fini par aboutir ? Pour Rebecca Vincent, «les Etats-Unis ont peut-être réalisé que leur dossier n'était pas aussi solide qu'ils l'avaient d'abord pensé», mais l'épilogue en cours est surtout le résultat d'une combinaison de facteurs : «la diplomatie, les campagnes publiques, la couverture médiatique, la bataille juridique». Selon un ex-diplomate anonyme cité par l'AFP, le Premier ministre australien, Anthony Albanese, en fonction depuis 2022, avait fait de la libération d'Assange une priorité.

Comme nombre d'autres ONG, RSE, qui a salué «une victoire pour la liberté de la presse et l'aboutissement d'une campagne de plusieurs années en faveur de la justice», avait appelé l'administration Biden à abandonner l'ensemble des poursuites à l'encontre du fondateur de WikiLeaks. Mais il y aura bien, au final, une condamnation pour l'obtention et la divulgation d'informations couvertes par le secret-défense américain. Au-delà du soulagement, le précédent redouté est bien là : «Pour la première fois en plus de cent ans d'histoire de la loi sur l'espionnage, les Etats-Unis ont obtenu une condamnation en vertu de cette loi pour des actes journalistiques élémentaires», a fustigé David Greene, directeur des libertés civiles de l'Electronic Frontier Foundation. «J'espère qu'on est en train de vivre la fin de cet épisode Assange, souligne l'avocat français Antoine Vey, mais cela ouvre un chapitre beaucoup plus grand sur la protection des journalistes et de leurs sources au XXI^e siècle.»

«Une victoire pour la liberté de la presse et l'aboutissement d'une campagne en faveur de la justice.»

Reporters sans frontières

mais avara de lourds enjeux, de tensions extrêmes et de coups de théâtre.

Avec, pour commencer, le nœud gordien de deux procédures sur deux continents. L'une secrète, l'autre très médiatisée. Outre-Atlantique, après les publications des rapports de l'armée, un grand jury de Virginie a ouvert en 2010 une enquête sur WikiLeaks et son fondateur. La même année, en Suède, où Assange a séjourné, deux jeunes femmes l'ont accusé de violences sexuelles – lui affirmera toujours que les rapports étaient consentis – et le parquet demande au Royaume-Uni de l'extrader pour l'entendre comme témoin. L'Australien, lui, redoute qu'un aller vers Stockholm ne le conduise in fine derrière les barreaux d'une prison américaine. De détention provisoire à Londres en liberté conditionnelle dans un manoir du Suffolk, il épuise tous les recours que permet le droit britannique. Avant de se réfugier, le 19 juin 2012, dans l'ambassade d'Equateur, au terme d'une échappée rocambolesque – incluant lentilles de couleur, cheveux teints et fugue à moto – gravée sur pellicule par la documentariste américaine Laura Poitras dans son film *Risk* (2016).

Libération

HORS-SÉRIE

POLAR



ACTUELLEMENT EN KIOSQUE

UN JEUDI SUR DEUX, RETROUVEZ NOTRE NEWSLETTER LIBÉ POLAR ET TOUTE L'ACTUALITÉ DU ROMAN NOIR VUE PAR LES JOURNALISTES DE «LIBÉRATION»

POUR VOUS INSCRIRE, FLASHEZ CE QR CODE



OU RENDEZ-VOUS SUR LIBERATION.FR/NEWSLETTER/

Recueilli par
**ANNE-SOPHIE
LECHEVALLIER**
Photo **RÉMY ARTIGES**

Cette fois, Gabriel Zucman a pu entrer dans les détails. A la demande de Lula, le dirigeant du Brésil, qui assure cette année la présidence du G20, l'économiste spécialiste de l'interaction entre politique fiscale et inégalités, a remis mardi un rapport sur l'imposition minimale des riches. Dans ces 50 pages, le professeur à l'université de Berkeley en Californie et à l'Ecole d'économie de Paris a pu s'étendre sur la faisabilité d'une telle taxe, d'avantage que pendant les huit minutes qui lui étaient imparties en février à São Paulo devant les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays membres du G20.

Gabriel Zucman, 37 ans, fait partie des économistes français au rayonnement académique mondial, qui sortent de leur bureau et de leurs équations pour s'impliquer dans la vie publique. L'an passé, il a reçu la prestigieuse médaille Clark de l'Association américaine d'économie, décernée à des économistes de moins de 40 ans pour leur contribution à la pensée et à la connaissance économiques. Ses recherches, a souligné l'organisation, «apportent certaines des meilleures preuves concernant l'importance de l'évasion fiscale, forçant les économistes à reconnaître que le phénomène est plus important qu'initialement envisagé». Le coauteur, avec son collègue Emmanuel Saez, du *Triumph of Injustice* (éd. Seuil) a apporté son expertise aux démocrates américains, comme Bernie Sanders ou Elizabeth Warren, il est aujourd'hui cité par le Nouveau Front populaire, qui s'appuie sur ses propositions fiscales. Pour *Libération*, il prend position dans la campagne électorale française et explique les contours de la taxation des milliardaires qu'il propose à l'échelle mondiale, régionale et nationale.

La France n'a jamais été aussi proche d'un gouvernement d'extrême droite. Que signifierait, sur le plan économique, l'application du programme du Rassemblement national ?

Il n'y a rien de bon à en attendre. La première chose qui se passerait, ce serait l'augmentation des inégalités. Au cœur du programme du RN, il y a l'inégalité entre les Français, les immigrés et les autres, la xénophobie, le nativisme... Ces inégalités exploseraient, avec le risque de saper la cohésion sociale, le moteur essentiel de la croissance et du développement économiques, le bon fonctionnement de l'économie et de la société.

Comment vous engagez-vous dans cette campagne ?

Je m'engage comme citoyen pour tout faire afin de contribuer à éviter l'arrivée du RN au pouvoir. L'une des manières, c'est de mettre sur la table des propositions pour lutter efficacement contre les inégalités, pour montrer que plus qu'un rejet du RN – puisque cela fait vingt ans qu'on nous demande de voter contre

ce parti –, les Français peuvent être appelés à voter pour un programme de changement, de transformation et de progrès. J'espère contribuer modestement par les travaux menés à l'Observatoire européen de la fiscalité en expliquant comment il est concrètement possible d'abolir les privilèges fiscaux des ultrariches. Le fait que les plus grandes fortunes, les milliardaires, aient des taux effectifs d'imposition nettement plus faibles que ceux du reste de la population mine notre société et suscite un sentiment de défiance très fort vis-à-vis des pouvoirs publics.

Le programme du Nouveau Front populaire mentionne vos travaux sur la fiscalité pour relever la taxation des plus riches et des superprofits. Que répondez-vous à ceux qui jugent «pire» que celui du RN ?

Dans l'ensemble, le programme du Nouveau Front populaire me semble répondre aux défis de notre époque. Il y a bien sûr beaucoup de mesures, qui ont dû être assemblées en très peu de temps, donc des améliorations sont possibles. Mais c'est à

mon sens le programme le plus à même de soutenir la croissance et l'attractivité de notre pays. Car la clé de cette prospérité passe par un effort d'investissement dans l'éducation et la recherche, la santé, les infrastructures et la transition énergétique. Le NFP a le mérite de préciser comment ces investissements seront financés : non pas par une augmentation générale de la fiscalité, mais en demandant aux acteurs économiques qui ont aujourd'hui un déficit fiscal de contribuer davantage. C'est une approche qui s'inscrit dans la continuité de ce qu'essayait de faire un Joe Biden aux Etats-Unis.

Quelle est votre proposition de taxe sur les milliardaires français ?

Quelle est la réalité ? Ils ont des taux d'imposition effectifs sur leurs revenus de moins de 2 %, un privilège fiscal inacceptable. Ce n'est évidemment pas le RN qui a la moindre crédibilité pour s'y attaquer, c'est la gauche. Dans nos travaux, on explique qu'il faut agir simultanément à trois échelons, et les trois sont es-

sentiels. Un, au niveau international en créant de nouvelles formes de coopération, en remplaçant l'organisation actuelle de la mondialisation par une nouvelle, qui mette en son cœur la lutte contre les inégalités. La coopération plutôt que l'opacité. Le deuxième échelon est au niveau de coalitions de pays, de régions. Il faut avancer vers une nouvelle forme de multilatéralisme, des coalitions de pays qui aillent de l'avant. Si ces formes de multilatéralisme sont bien pensées, elles peuvent faire bouler de neige. Pour cela, ce qui est essentiel, c'est que ces pays disent qu'ils vont jouer le rôle de collecteur fiscal en dernier ressort, c'est-à-dire qu'ils disent : «Nous allons prélever les impôts, sur les milliardaires, sur les multinationales que les autres pays choisissent de ne pas prélever.» De façon à encourager les autres à rejoindre ces accords et à enrayer la course au moins-disant fiscal. Le troisième est l'échelon national. Il est essentiel de prendre des mesures unilatérales pour mieux taxer les ac-

teurs économiques les plus puissants et ceux qui ont le plus profité de la mondialisation.

Quand Macron défend une taxation à l'échelle internationale, et pas européenne ni française, ce n'est donc pas tenable ?

L'idée qui voudrait qu'on ne peut rien faire autrement qu'à l'échelle internationale est factuellement fautive, puisqu'elle part du principe que la concurrence fiscale est une loi de la nature, que l'on ne peut rien faire contre les gens qui choisissent de changer de résidence. Ce sont les mêmes qui assurent que l'on ne pouvait rien faire contre le secret bancaire suisse, contre les paradis fiscaux...

Comment faire pour que les ultrariches ne s'exilent pas ?

Il faut qu'une imposition progressive des grandes fortunes s'accompagne d'une taxation des exilés fiscaux. Il faut dire : «Quelqu'un qui a vécu longtemps en France et qui est devenu très riche en France et qui maintenant choisirait de s'installer dans un territoire à fiscalité faible, doit continuer à payer des impôts en

GABRIEL ZUCMAN

«Il est concrètement possible d'abolir les privilèges fiscaux des ultrariches»

INTERVIEW

L'économiste français a rendu mardi à la présidence brésilienne du G20 ses recommandations pour la création d'un impôt minimal mondial sur les grandes fortunes. Auprès de «Libé», il revient sur cette mesure de plus en plus crédible pour lutter contre les inégalités et sur la campagne législative française.





Gabriel Zucman,
à Paris, le 13 juin.

France après son départ. » Par exemple, quelqu'un qui a plus de 10 millions d'euros de patrimoine, a vécu plus de vingt ans en France, doit continuer à payer des impôts en France pendant dix ans minimum. Si on fait ça, on peut faire fonctionner un impôt progressif sur les hauts patrimoines, mettons 1% au-delà de 10 millions d'euros, 2% au-delà de 20 millions, 3% au-delà de 100 millions, 8% au-delà de 10 milliards. Cela rapporterait de l'ordre de 25 à 30 milliards d'euros de recettes fiscales par an. Mais pour que cela fonctionne, il faut avoir le courage et l'intelligence de dire : « On va arrêter la concurrence fiscale qui a miné les tentatives précédentes d'imposition sur les grandes fortunes. »

Quelle différence avec le système américain existant ?

Je propose une taxation fondée sur la résidence, et non sur la citoyenneté. Si vous êtes né aux États-Unis, vous avez la citoyenneté et même si vous en êtes parti à l'âge de 2 mois, vous payez des impôts jusqu'au restant de vos jours. Mais ce que font la France et les autres pays, c'est l'ex-

trême inverse et c'est tout aussi absurde : si vous avez vécu toute votre vie en France et que vous êtes devenu milliardaire, et que vous choisissez de vous installer en Belgique, au 1^{er} janvier, vous n'avez plus rien à payer. C'est inacceptable. Il est évident que si vous êtes devenu très riche en France, c'est parce que vous avez bénéficié des infrastructures publiques, des services publics, de l'éducation, de la santé !

Vous avez rendu mardi vos recommandations pour la création d'un impôt minimal mondial sur les grandes fortunes. Quel dispositif proposez-vous ?

Le Brésil, qui a la présidence du G20 cette année, a eu l'intelligence et le courage d'enfin mettre à l'agenda des négociations internationales la question de la justice fiscale. Le G20 existe depuis 1999, et pas une fois en vingt-cinq ans il n'avait parlé de ces questions d'inégalités. Le G7 existe depuis 1975, et pas une fois en 50 ans il n'avait abordé ces questions. Le Brésil m'a invité à faire une proposition fin février aux ministres des Finances. Elle consistait à dire que de

la même manière les pays ont réussi à s'entendre pour une imposition minimale sur les multinationales, il faut maintenant se mettre d'accord sur une imposition pour les très grandes fortunes. Les milliardaires doivent payer en impôt au moins 2% de leur fortune chaque année. La plupart des pays ont félicité le Brésil d'avoir commencé cette conversation mais beaucoup voulaient aussi davantage de détails techniques. D'où ce rapport qui dessine plusieurs scénarios. Aux citoyens ensuite de trancher. Sa conclusion, c'est que c'est possible, en sap-

« Dans l'ensemble, le programme du Nouveau Front populaire me semble répondre aux défis de notre époque. »

Gabriel Zucman

puyant sur les progrès réalisés depuis une dizaine d'années.

Lesquels ?

L'échange automatique d'informations bancaires auquel participent une centaine de pays et qui rend plus difficile la dissimulation des patrimoines dans les paradis fiscaux, et le travail réalisé autour de l'imposition minimale des multinationales. Cet accord a tout un tas de limites, à commencer par le taux de 15% qui est ridiculement faible, mais il a aussi une grande vertu, il a démontré de manière incontestable que la concurrence fiscale n'est pas une loi de la nature. Il y a dix ans, des taux communs d'imposition étaient inenvisageables, maintenant on sait qu'il s'agit d'un choix politique. Il contient aussi des dispositifs, comme la clause de collecteur en dernier ressort, qui permettent aux pays qui appliquent l'accord de venir prélever des impôts supplémentaires sur les entreprises de pays qui ne l'appliqueraient pas pour qu'elles soient de facto sujettes à un taux minimal de 15%. Que les États-Unis ou la Chine

n'aient pas ratifié l'accord n'est pas un problème, puisque les entreprises et américaines peuvent être taxées par les autres pays. L'adhésion d'une masse critique de pays adhérents suffit. Cela peut être appliqué pour les milliardaires.

Le taux de 2% et le fait que seuls les milliardaires soient visés sont sujets à débats...

2%, c'est un taux modeste quand on le compare : le taux de croissance de la fortune des milliardaires, de 1987 à 2024, a augmenté en moyenne de 7% par an net de l'inflation quand la fortune moyenne a augmenté de 3%. Aujourd'hui, les milliardaires paient au niveau mondial en moyenne 0,3% de leur fortune en impôts. En passant de 0,3% à 2%, toutes choses égales par ailleurs, si leur fortune continue d'augmenter de 7% par an, alors elle n'augmentera plus que de 5,3%. Ce serait toujours plus que l'augmentation du patrimoine moyen. Cela ne permettrait pas de réduire les inégalités mondiales, cela ralentirait seulement le rythme de leur accroissement. De ce point de vue, c'est limité et modeste, mais il faut bien commencer quelque part. Ce serait un pas de géant : avec seulement 3000 contribuables, cela rapporterait 250 milliards de dollars de recettes fiscales supplémentaires. Avec ce minimum de 2%, on peut aligner la régressivité de nos systèmes fiscaux, au moins les milliardaires paieraient autant d'impôts que le reste de la population, il serait mis fin à cette injustice fiscale majeure.

Pascal Saint-Amans, l'un des artisans à l'OCDE de la taxation minimale sur les multinationales, juge plus compliqué et long de la mettre en œuvre pour les milliardaires, puisque presque tous les pays ont supprimé l'impôt sur la fortune...

L'impôt que je propose est une surtaxe de l'impôt sur le revenu, qui doit être exprimé en fonction du patrimoine, plus difficilement manipulable que les revenus. On reste donc dans le domaine de l'impôt sur le revenu, qui existe dans la plupart des pays. Ces derniers ont aussi des règles en place pour mesurer la valeur des patrimoines, puisqu'ils ont un impôt sur l'héritage.

Ce sujet longtemps impensable est devenu envisageable. Comment expliquer cette bascule ?

Il existe une opacité considérable dans les statistiques publiques sur les ultrariches, leur patrimoine, leur revenu, leurs taux d'imposition. Cette opacité a commencé à se dissiper avec des études d'économistes, dont celle que nous avions faite avec Emmanuel Saez aux États-Unis en 2019 sur les 400 plus grandes fortunes américaines. Toutes les études, souvent en partenariat avec les administrations fiscales, montrent le même phénomène : un effondrement de la progressivité en raison de la faillite de l'impôt sur le revenu à bien taxer les plus grandes fortunes. L'accord sur les multinationales a montré qu'une taxation coordonnée n'était pas utopique, que ce n'était pas un délire d'universitaire. ➡



CheckNews

Un candidat a-t-il le droit de mentir au sujet du programme de ses adversaires ?

La question est relancée (notamment) par les contre-vérités contenues dans un tract du député Rassemblement national sortant dans les Yvelines, Julien Odoul. En face, les candidats ont plusieurs moyens d'agir au niveau judiciaire, mais il faut en général attendre que l'élection soit passée. PHOTO HANS LUCAS

Duels RN-NFP: dans le camp présidentiel, les chevaliers qui disent «ni-ni»

Alors que de nombreux candidats macronistes pourraient être éliminés au premier tour, ou qualifiés en triangulaire, la question des désistements et des consignes de vote s'impose à une majorité embarrassée.

Par
JEAN-BAPTISTE DAOULAS
et **LAURE EQUY**

La question du second tour taraude tant le camp présidentiel qu'elle a donné lieu à un «conf call» au sommet pour cogiter. Mardi vers 14 heures, Emmanuel Macron a appelé les cinq chefs de partis de son camp, dont Edouard Philippe (Horizons) et François Bayrou (Modem), le Premier ministre, Gabriel Attal, et les ministres Gérald Darmanin, Bruno Le Maire et Rachida Dati, la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, et même les fidèles Richard Ferrand et Julien Denormandie.

Au bout du fil, on se satisfait de voir la courbe de la coalition centriste frémir dans les sondages (nettement derrière le Rassemblement national et le Nouveau Front populaire). Mais déjà un dilemme émerge: s'ils sont qualifiés en triangulaires, les candidats du camp présidentiel doivent-ils se désister au profit d'un concurrent mieux placé pour battre le RN le 7 juillet? Et s'ils sont éliminés au premier tour, doivent-ils appeler à voter pour un candidat du Nouveau Front populaire ou un LR non allié au RN? Si la ligne n'est pas totalement actée, les interlocuteurs du chef de l'Etat s'accordent sur l'idée de «se positionner dans un réflexe républicain», résume un participant, et de «refuser les deux extrêmes, RN et LFI», en



Gabriel Attal, Emmanuel Macron et Gérald Darmanin à Paris en mai. PHOTO RAPHAËL LAFARGUE

distinguant les insoumis de leurs autres partenaires de gauche.

La pression monte sur l'ex-majorité macroniste. Dans une tribune parue dans le Monde, mardi, 220 personnalités politiques et de la société civile appellent les «forces démocratiques» à «s'entendre pour empêcher que le RN n'obtienne une majorité», réclamant le désistement du candidat le moins bien positionné en cas de triangulaires. Parmi les signataires: la ministre Agnès Pannier-Runacher et les ex-ministres Clément Beaune et Stéphane Travert.

Menace. Prise en tenaille entre gauche unie et extrême droite, la macronie risque d'être confrontée à ce choix dans de nombreuses circonscriptions. Le camp présiden-

tiel garde en tête le cuisant souvenir du premier tour des précédentes législatives, le 12 juin 2022. Les ténors macronistes avaient peiné à fixer une consigne audible.

L'HISTOIRE DU JOUR

«Pas une seule voix pour le RN», avait posé Gabriel Attal, alors ministre des Comptes publics. Puis, «on renvoie à nos candidats au niveau local[...] le soin de juger si le candidat Nupes se retrouve dans les valeurs de la République ou pas».

Face à la menace de l'extrême droite à Matignon, certains appellent à ne pas négotier: «En 2017 et 2022, l'ensemble des forces politiques, sauf le RN, ont appelé à voter Macron au second tour pour éviter Le Pen, avec plus ou moins d'enthousiasme: l'ennemi n'était pas Macron mais le RN, pose un interlocuteur régulier du chef de l'Etat.

Il nous faut une symétrie, ça ne veut pas dire qu'on approuve LFI, mais, sauf cas exceptionnel, il n'y a qu'un poison.» Une clarté minoritaire. Autant se désister pour un socialiste, un écologiste ou un communiste ne fait pas débat, autant jeter l'éponge au profit d'un insoumis...

«Au Nouveau Front populaire, certains sont plus corrosifs que d'autres, nuance le président du groupe Horizons à l'Assemblée, Laurent Marcangeli. Soutenir Valérie Rabault (PS) contre le RN, aucun problème. Danièle Obono (LFI), ce serait plus compliqué, vu ce qu'elle a dit.» Allusion aux propos de la députée LFI sur le Hamas, qualifiée en octobre de «mouvement de résistance». «Il faut tout faire pour que les extrêmes n'arrivent pas au pouvoir, l'extrême droite comme LFI», a déclaré Yaël Braun-Pivet, sur TFI le 14 juin, le ministre de l'In-

térieur, Gérald Darmanin, ayant averti sur CNews qu'il ne voterait «pas pour un candidat RN, ni pour un candidat LFI».

Diabolisation. Cinquante nuances de «ni-ni»? Certains sont prêts à faire une exception pour les «frondeurs» insoumis, d'autres se verraient trier aussi parmi les communistes et les écologistes. Quel que soit le mot d'ordre national, «ça va être un peu le bordel», anticipe un dirigeant de la majorité sortante. «Dans le Nord, il y a des figures: Gérald Darmanin passera un coup de fil à Xavier Bertrand et à Fabien Roussel, mise un président de parti. Ce sera du désistement un pour un.» Par ailleurs, l'efficacité des désistements est contestée par certains. A quoi bon, si leurs électeurs préfèrent voter pour le RN que pour le NFP? «Dans une circons-

cription rurale où l'extrême droite est à touche-touche avec le Front populaire, ce n'est pas acquis qu'un désistement du candidat arrivé troisième empêche la victoire du RN», fait valoir un conseiller de la campagne. C'est aussi le résultat de la diabolisation de LFI et de Jean-Luc Mélenchon par les macronistes depuis deux ans. «Le meilleur rempart, notamment face au Front populaire, ce n'est pas le RN, c'est nous», a osé la ministre Aurore Bergé, sur Europe 1 lundi.

En attendant le second tour, le rejet de LFI est un argument de campagne des macronistes. Attal et ses troupes mettent en avant un sondage OpinionWay selon lequel les Français seraient plus enclins à voter pour eux que pour l'union de la gauche contre le RN. Ultime argument pour éviter l'effacement de son camp dimanche. ➤



LIBÉ.FR

Dans le Médoc, l'ex-députée de gauche Pascale Got en campagne pour renverser le RN Grégoire de Fournas

Députée socialiste de Gironde entre 2007 et 2017, Pascale Got veut retrouver son siège. Il lui faudra battre le sortant RN, connu pour une invective xénophobe à l'Assemblée, dans un territoire où le parti lepéniste prend désormais racine. PHOTO AFP

«Il ne me semble pas avoir entendu beaucoup de paroles de défense de l'intermittence de la part du Rassemblement national, voire bien entendu le contraire.»



LAURENT DOMINGOS
Coprésident de l'association organisant le Off d'Avignon

Branle-bas de combat au Festival d'Avignon. Devant la presse, dans la cour du Palais des Papes, les responsables ont appelé mardi à faire barrage au RN le 30 juin. Ils sont cinq autour de Cécile Helle, la maire d'Avignon : Françoise Nyssen, présidente du festival, Tiago Rodrigues, son directeur, Harold David et Laurent Domingos, coprésidents de l'association coordinatrice du festival off, ainsi que Serge Barbuscita, président de l'association des scènes permanentes de la ville. Tous plaident pour une édition 2024 intense, redonnant à l'événement sa vocation d'agora dans une société «de plus en plus polarisée», dixit Tiago Rodrigues. Le festival s'ouvre le 29 juin.

Sur les services publics, un net clivage entre le Front populaire et les autres partis

Vous n'entendez quasiment jamais un politique en campagne vous dire qu'il veut «s'attaquer aux services publics» ou qu'il compte les «dégrader». Ces législatures anticipées ne font pas exception : chaque force en présence met sur la table des propositions ou des intentions plus ou moins vagues, censées améliorer la vie quotidienne. Le collectif «Nos services publics», créé par des agents publics et des experts pour contrer «les orientations absurdes de nos politiques publiques», a lancé un «comparateur de programmes» spécifiquement consacré à ces questions. L'outil

s'efforce de répondre à une trentaine de questions concrètes («Mon enfant aura-t-il des professeurs dans toutes les matières et toute l'année?» «Le prix de l'énergie va-t-il encore augmenter?») en synthétisant les positions des quatre principales forces engagées dans la campagne : Nouveau Front populaire (NFP), Ensemble (Renaissance et associés), Les Républicains (LR) et le Rassemblement national (RN). De leur analyse, il ressort que les programmes des trois derniers comportent «un risque majeur d'accélération du recul des services publics», explique Arnaud

Bontemps, un des animateurs du collectif. Le RN ne prévoit pas d'embauches de professeurs pour pallier les absences, relève la synthèse, tandis qu'«Ensemble affiche une trajectoire budgétaire fortement contrainte et conditionne les revalorisations à une hausse de la charge de travail et Les Républicains n'ont proposé aucune mesure concrète concernant l'éducation». Le collectif souligne que le principe de la «préférence nationale», qui constitue l'armature du programme frontiste, «serait un élément de fragilisation supplémentaire des services publics» car

elle va à l'encontre de «principes essentiels» et car elle «conduirait à les couper de très précieuses ressources humaines», notamment dans le secteur de la santé. À l'inverse, le programme du NFP apparaît comme le seul opérant «une rupture avec ce qui est fait depuis plusieurs années». Les faiblesses de la coalition de gauche apparaissent en revanche s'agissant de l'accès aux études supérieures : la promesse de suppression de la sélection à l'université n'est pas accompagnée de moyens détaillés pour garantir des places à tout le monde.

FRANTZ DURUPT

Le macronisme, ce n'était donc rien

Depuis le temps qu'on s'échine à tenter de définir le macronisme, nous voilà fixés : ce n'est rien. Rien d'autre que la parole d'un homme qu'aujourd'hui plus personne n'écoute, même plus ceux qui l'avaient rejoint en croyant créer un nouvel espace politique. Les principaux leaders de ce qu'on ne peut décemment plus appeler le macronisme refusent désormais de se revendiquer de cette étiquette. Ils vous font comprendre qu'Emmanuel Macron n'est plus leur sujet. Ils ne placent pas sa photo sur leurs affiches. La décision solitaire de dissoudre l'Assemblée aura été le point culminant de la faillite du macronisme comme tentative de recomposition du paysage politique. L'homme qui, en 2017, voulait construire un large espace central, briser la frontière, selon lui obsolète, qui sépare la gauche et la droite, n'aura jamais demandé leur avis aux militants ni aux élus des partis qui ont rejoint son projet (le Modem) ou nouvellement créés (En marche puis Renaissance et Horizons).

BILLET

Aucune des grandes réformes et des grandes idées qui peuvent être qualifiées de «macronistes» n'aura été élaborée, délibérée par les membres de ces mouvements. Les macronistes (militants, cadres, députés, ministres) n'auront servi qu'à avaliser, avaler puis rechercher sans conviction des positions conçues dans un tout petit cénacle du «château». Des positions qu'il découvraient en même temps que les Français. Les lois retraite, immigration, les budgets, les grandes orientations sur l'environnement, la laïcité, l'éducation ont beaucoup évolué, durant ces sept dernières années, non pas du fait d'un travail conceptuel et idéologique des partis macronistes, non pas du fait de compromis entre les différentes tendances du camp des modérés, mais du seul fait de l'évolution de la réflexion d'un homme seul. Pourtant, ce sentiment d'une nécessité de dépassement d'un clivage jugé obsolète, quoi qu'on en pense par ailleurs, existait bel est bien il y a sept ans parmi un large ma-

rais de l'opinion française. Résultat de cette politique sans lien avec la base et le terrain, le macronisme n'a conquis aucune grande municipalité, aucune région, aucun département. Emmanuel Macron pensait sans doute que la dissolution allait «clarifier», selon son mot. Il imaginait que la droite se déchirerait, que la partie de LR qui refuserait l'alliance avec le RN le rejoindrait et que la partie de la gauche qui refuserait l'alliance avec LFI ferait de même. Résultat, la droite se divise mais personne ne rejoint le macronisme qui coule et la gauche s'unit, selon une loi d'airain par laquelle, face à l'extrême droite, la gauche fait bloc avec une forme de grégarité républicaine héritée de son histoire. Emmanuel Macron va devenir, pour le segment politique central qui existe bien et a besoin de se régénérer après sept ans de jachère et de personnalisation à outrance, ce qu'est Jean-Luc Mélenchon pour la gauche : l'élément encombrant.

THOMAS LEGRAND
Chroniqueur politique



Médias
Le journaliste Karim Rissouli dénonce des insultes racistes

«Le peuple historique français en a plein le cul de tous ces bécots», le journaliste de France 5 Karim Rissouli a publié mardi sur Instagram une lettre raciste reçue à son domicile. Le courrier, anonyme, reprend un discours xénophobe, invectivant les Français d'origine maghrébine. Quelques heures après sa publication, le présentateur de *C ce soir* a reçu de nombreuses marques de soutien, notamment de la députée européenne LFI Manon Aubry, qui pointe une «libération de la parole raciste». «L'impunité semble déjà régner comme si l'extrême droite était déjà au pouvoir», réagit de son côté la secrétaire nationale des Écologistes, Marine Tondelier. PHOTO AFP

DES INITIATIVES CITOYENNES CONTRE L'EXTRÊME DROITE

A Marseille, un «mee-ting, mi-teuf» pour mobiliser les citoyens

Après le meeting citoyen de la gauche le 17 juin à Montreuil, c'est au tour des Marseillais de mobiliser la société civile lors d'un «mee-ting, mi-teuf». L'événement, qui se déroule ce mercredi à partir de 18 heures, alternera les prises de parole et les propositions artistiques. Au programme : des interventions du journaliste Edwy Plenel, de l'élue féministe Alice Coffin, de l'économiste Julia Cagé ou encore la militante écolo Camille Etienne, mais aussi des représentants de collectifs locaux et des syndicats. Entre chaque intervention, des artistes prendront la scène.

Une carte interactive pour retrouver les actions près de chez soi

Manifestations, tracts, porte à porte... La carte collaborative du site «Résistances locales 2024» a pour but de «recenser et diffuser tous les événements contre l'extrême droite». Chacun peut ajouter un nouvel élément, en renseignant les informations sur l'action et comment contacter ses organisateurs – ensuite vérifiées et validées par les membres du site.

Un kit de mobilisation pour «mettre en avant le progrès social»

Sur son site, Attac propose un kit de mobilisation pour le Nouveau Front populaire pour ne pas être à sec lors d'un débat. L'organisation altermondialiste met par exemple à disposition des argumentaires «pour mettre en avant des propositions de progrès social soutenues par la gauche et rejetées par le RN et Renaissance». La loi immigration ou la taxation des superprofits passent ainsi à la loupe. «Nous avons décidé de participer à la dynamique de mobilisation autour du NFP car c'est la seule force politique qui représente les valeurs sociales et économiques que nous défendons», explique à Libération Bruno Antzenberger, salarié d'Attac et membre de l'équipe qui gère la page du kit.



RN et JO Faites vos Jeux, rien ne va plus

A un mois pile de la cérémonie d'ouverture, les organisateurs se veulent rassurants sur le «plus grand événement du monde». Mais en coulisses, on reconnaît que les Jeux sont éclipsés par les législatives et on craint une récupération par l'extrême droite.

Par LAURE BRETTON, LAURE EQUY et ÈVE SZEFTTEL

Qui aurait pu prédire, il y a dix ans en propulsant la candidature olympique française ou il y a sept ans quand Paris a décroché le grail, que les JO rimeraient finalement avec Michel Cadot? Sa haute silhouette bien mise et un peu voûtée est un repère dans la tempête politique provoquée par la dissolution de l'Assemblée à cinq semaines des Jeux de Paris. Michel Cadot, c'est à la fois le cerveau, la main et l'oeil de l'Etat sur Paris 2024 depuis quatre ans qu'il est délégué interministériel chargé de l'organisation des Jeux (Dijop). «Vu la période, c'est lui qui incarne la continuité de l'après-7 juillet», date du second tour des législatives anticipées, souffle une source au sein du comité d'organisation (Cojo). Depuis le 9 juin, parmi les institutions chargées de l'organisation des Jeux – Dijop, préfecture de l'Ile-de-France, préfecture de police de Paris – le discours de façade est le même: «Même pas mal, on gère.»

Le projet est trop «mature pour être dénature», se rassure-t-on au Pulse, le siège du Cojo à Saint-Denis. A l'automne, lors de la Coupe du monde de rugby, les décisions prises dans le rush final ont consisté à confirmer le chœur d'enfants pour chanter la Marseillaise et valider le choix des barres chocolatées dans les vestiaires. Autrement dit, les JO, ça va (techniquement) rouler, même s'il a fallu s'occuper de quelques détails politiques. Comme maintenant ou non les deux étapes du relais de la flamme olympique prévues pour les deux dimanches de scrutin, à Reims puis à Chartres. Finalement, le parcours a été un poil réajusté pour s'assurer qu'aucun bureau de vote ne soit sur le tracé de cette caravane qui immobilise les voitures et le public. «On ne va évidemment pas essayer d'exister contre ce mo-

ment démocratique, défend-on à la direction du Cojo. Ce n'est plus la même montée en puissance que celle qu'on avait prévue, il faut l'acter. Les Français ont l'esprit ailleurs, on va laisser le projet olympique prendre sa place plus doucement». Côté sécurité, le Centre national de commandement stratégique (CNCS) a été activé dès l'arrivée de la flamme olympique en France, le 8 mai. Et tout a été envisagé dans les plans de réaction, de l'attaque terroriste aux contestations politiques violentes, même si cela concernait jusqu'alors plus les mouvements écolos radicaux que l'extrême droite.

«Tout ça est irréaliste»

A la mairie de Paris, on a un peu accablé les choses aussi, comme condenser les dernières délibérations nécessaires pour les JO en une seule journée express de conseil de Paris mardi, en renvoyant les autres décisions à l'après-législatives. Il a fallu également rappeler certains agents qui avaient posé des vacances au début de l'été pour être présents pendant les JO afin d'organiser la tenue du scrutin des 30 juin et 7 juillet. «Tout ça est tellement irréaliste et improbable», lâche l'adjoint d'Anne Hidalgo chargé des Sports et des JO, Pierre Rabadan. Pour lui,

Emmanuel Macron «a pris les JO en otages quand il a demandé aux Français de prendre leurs responsabilités et de voter pour ceux qui les organisent». «On aurait dû être dans un moment d'unité nationale et on se retrouve dans un moment de fracture», se désole en écho Matthieu Hanotin, le maire PS de Saint-Denis, ville située au cœur du triangle d'or olympique. La priorité c'est de faire barrage au RN, de construire un vrai front républicain pour sauver la République. Quand on pense aux valeurs olympiques, c'est la meilleure chose à faire.»

Hormis le verdict des urnes et le niveau d'eau dans la Seine (lire ci-contre), ce qui est prévu pour le 26 juillet est gravé dans l'airain au grand soulagement des organisateurs. On sait qu'il y aura dans la tribune officielle située près du Trocadéro, là où arriveront les 90 bateaux transportant les délégations sportives, le chef de l'Etat, le Premier ministre, le ou la ministre des Sports et la maire de Paris. A leurs côtés le président du CIO, Thomas Bach, et de celui de Paris 2024, Tony Estanguet, les seuls autorisés à prononcer un discours, Emmanuel Macron se bornant à déclarer la 33^e olympiade d'été ouverte. Du côté du Rassemblement

national, on a montré patte blanche tout de suite. Jordan Bardella, Aleksandar Nikolic, député européen réélu le 9 juin et M. Sports de Marine Le Pen, ou Renaud Labaye, secrétaire général du groupe RN à l'Assemblée nationale, ont tous assuré qu'ils ne toucheraient pas aux JO: «On fait confiance aux équipes.»

Marquer les esprits

Un blanc-seing qui ressemble à un baiser de la mort pour les «équipes». «Tous les jeunes qui, à l'Intérieur ou aux Sports se dédient aux Jeux sept jours sur sept depuis des années ont le seum», confirme un communicant. Depuis le 9 juin, le cœur n'y est pas, c'est clair, complète un haut fonctionnaire réquerant l'anonymat. Entre sens du devoir et devoir de réserve, on applique la feuille de route: «On est l'Etat avec un grand E alors pas d'états d'âme ou le moins possible.» L'heure est au grand questionnement dans les cabinets ministériels. Si le RN n'obtient qu'une majorité relative le 7 juillet, «il n'est pas impossible que les discussions pour former un gouvernement dans ce bazar, prennent des semaines, voire des mois, déroule un conseiller ministériel. Dans ce cas-là, soit le gouvernement Attal reste en place jusqu'à ce qu'on trouve des successeurs. Soit il démissionne, mais il doit quand même gérer les affaires courantes donc est-ce qu'on enjambe l'été comme ça? Est-ce que "gérer les affaires courantes" comporte les JO?» Gérard Darmanin, lui, a prévenu qu'il quitterait son ministère de l'Intérieur dans la minute si le RN l'emportait. «Le mec qui explique depuis qu'il est en poste qu'un tiers de son temps est consacré aux menaces pesant sur les JO annonce qu'il se barre si le RN arrive. En termes de cohérence, politique ou sécuritaire, c'est difficile de faire pire», s'empare un acteur de l'organisation.



Dimanche, la Seine a déversé 670 m³

L'interview de Guy Drut dans le Monde en a aussi fait bondir plus d'un au siège du Cojo quand le médaillé des Jeux de Munich, favorable à «l'alliance des droites» a assuré qu'il n'y avait «aucune raison que ça se passe mal avec un gouvernement RN». Silence officiel à la tête de Paris 2024. «Quand on dit qu'on veut ouvrir grand les Jeux, on n'est pas dans l'ambiguïté, défend une source interne. Notre projet, c'est de promouvoir un esprit d'accueil et d'audace, pas une France du repli sur soi et du rejet de l'autre.»

Pour montrer que tout est tellement prêt que personne ne pourra y mettre sa patte, les embargos du Cojo pour distiller les informations sur la cérémonie d'ouverture ont été raccourcis. Faire des images pour marquer les esprits. Pareil pour le préfet d'Ile-de-France, Marc Guillaume, qui a réuni samedi les relayeurs de la flamme qui courront à Paris les 14 et 15 juillet. «Des gens de tous horizons, collégien, PDG, danseuse étoile, fonctionnaire, tik-tokers: c'est ça la France, défend la préfecture. A défaut de décrypter les astres politiques, tout le monde a le nez sur la météo. On attendant le soleil, synonyme de vitamine D mais surtout de meilleures nouvelles sur le front de la Seine. Toujours ça de pris. ➤



Libelympique

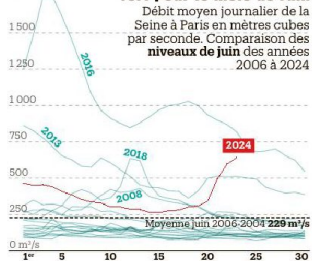
Libération suit les Jeux olympiques et paralympiques avec une nouvelle newsletter.

Chaque vendredi, retrouvez enquêtes, reportages et indiscrets, concoctés par la rédaction. Pour s'inscrire: offre.liberation.fr/libelympique

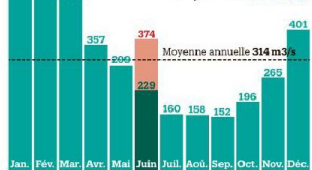


d'eau par seconde, selon les données Vigicrues, trois fois plus que le débit moyen de juin. PHOTO LAURE BOYER, HANS LUCAS

Seine à Paris Un débit particulièrement fort pour le mois de juin



Débit moyen mensuel de la Seine à Paris en mètres cubes par seconde des années 2006 à 2024. Comparaison à la moyenne de juin 2024



Source : Eaufrance. Relevés issus de la station débitimétrique d'Austerlitz

Le haut débit de la Seine fait des vagues

A cause d'un flux d'eau record depuis la crue de 2016, les préparatifs de la cérémonie d'ouverture et de certaines épreuves sont un peu contrariés. Mais les organisateurs restent confiants.

Les mauvais temps – au sens météorologique du terme – peut-il troubler les Jeux olympiques, la cérémonie d'ouverture et les épreuves programmées dans la Seine ? Pour l'instant, il continue surtout à contrarier les préparatifs. Prévue lundi, une répétition générale du défilé nautique du 26 juillet a dû être repoussée. En cause, le grand volume d'eau après une semaine particulièrement pluvieuse et un printemps contrarié. Ces conditions étaient « trop éloignées » de celles attendues fin juillet, explique Olivier Jamey, président de la Communauté portuaire de Paris (CPP), partenaire du Comité d'organisation

des Jeux olympiques (Cojo). « Actuellement la Seine est navigable, mais pour la cérémonie, les bateaux doivent tenir des horaires, avec une vitesse pas trop élevée, et doivent manœuvrer », poursuit-il. Or le fleuve n'avait pas connu un débit aussi important à cette période de l'année depuis la crue de juin 2016. La hauteur d'eau, à plus de 2 mètres, constituait une difficulté supplémentaire : parvenir à passer sous les ponts de la capitale avec des personnes debout, comme prévu pour le défilé.

« Rare ». Vendredi, le préfet de la région Ile-de-France, Marc Guillaume, anticipait déjà « un week-end avec beaucoup d'eau dans la Seine, compte tenu de ce qui s'est accumulé en amont depuis une semaine ». En effet, en l'espace de trois jours, le débit a doublé et le niveau d'eau a bondi d'un mètre à Austerlitz, station de référence et point de départ de la cérémonie sur l'eau. Dimanche, le fleuve a atteint un pic, en déversant 670 mètres cubes par seconde, selon les données Vigicrues. C'est trois fois plus que les 229 mètres cubes par seconde de débit qu'on peut, en moyenne, attendre

en juin. Selon l'hydrologue Jean-Marie Mouchel, cette situation est « relativement rare, sans être inédite ». Ce professeur à la Sorbonne a calculé que depuis 1885, seuls 5% des mois de juin ont connu des débits comparables à ceux enregistrés dimanche : « C'est un événement qui se produit en moyenne une fois tous les vingt ans. » Un peu redescendue ces derniers jours, la Seine reste anormalement fournie en eau. En plus de l'accumulation d'épisodes humides dans la capitale, de généreuses pluies sont tombées sur le bassin de la Seine et ses affluents. « Vu ce qui nous est tombé sur la tête depuis un mois, il n'y a rien d'anormal à ce qu'on soit sur un fleuve haut et dense. Certains en font le feuillet de l'été mais la Seine peut retrouver très vite son niveau puisqu'il commence enfin à faire chaud », se défend-on côté organisation. « On devrait retomber à 250 m³ à la fin de la semaine prochaine, ce qui permettra de faire une répétition dans les conditions réelles », complète Pierre Rabadan, adjoint aux sports de la mairie de Paris.

Plan B. En amont de Paris, les quatre grands barrages régulateurs de crues sont actuellement pleins et « n'ont pas pu faire grand-chose » pour absorber l'eau, en déduit Jean-Marie Mouchel. Car ces réservoirs servent aussi à maintenir le débit de la Seine l'été : « L'objectif est de les remplir jusqu'au 30 juin, puis de faire des lâchers d'eau jusqu'en octobre », précise l'hydrologue. Pour éviter de surcharger le fleuve, les gestionnaires, qui n'ont pas répondu à Libé, pourraient repousser les premiers lâchers de juillet. Sauf que faire de la place dans les lacs est aussi important pour absorber d'éventuelles pluies répétées durant les JO. Le débit de la Seine est également une préoccupation pour les épreuves de natation, car il participe à dégrader la qualité de l'eau, explique la mairie de Paris. La promesse de baignabilité n'est toujours pas tenue à cause du débordement des eaux usées causé par les pluies, ce qui a fait remonter le taux de bactérie E. coli mi-juin. De nouveaux bassins de rétention des eaux usées devraient limiter les pollutions futures. « Nous sommes confiants avec le Cojo sur la tenue des épreuves fin juillet ou début août sur la Seine », a assuré le préfet d'Ile-de-France vendredi. La météo des deux semaines précédant l'événement sera cruciale. Seul un report de quelques jours est prévu en guise de plan B.

Est-il totalement exclu d'avoir une Seine aussi tumultueuse pendant les JO ? « On est sous 1% de probabilité en juillet, ce sera donc beaucoup plus improbable, mais il est possible qu'on soit encore à 500 mètres cubes par seconde, ça s'est produit 5% des années depuis 1885 », répond Jean-Marie Mouchel. Le Cojo a-t-il intégré ce risque dans ses études prospectives ? « Il y a eu tellement de calculs de scénarios que celui-là a dû être intégré », se persuade de son côté Olivier Jamey, de la CCP. Il conclut : « Tout le monde reste optimiste, on n'a pas autant bossé pour rien. »

MARGAUX LACROUX
Infographie ALICE CLAIR

LIBÉ.FR

Les restaurateurs à rude épreuve
Livraisons restreintes, preuve de réservation... La course est lancée pour les commerçants des zones de sécurité, déjà inquiets à l'orée d'une saison estivale compliquée.



LIBÉ.FR

Comment Bolsonaro noyautage toujours la vie politique brésilienne

L'extrême droite brésilienne ouvre sa boîte aux horreurs. Reflet du capital politique qu'a conservé l'ex-président, le Congrès fait passer aujourd'hui plus de lois conservatrices que du temps où Jair Bolsonaro était au pouvoir, notamment sur l'avortement. PHOTO STARFACE



Lors d'une manifestation de juifs ultraorthodoxes, le 20 juin à Bnei Brak, près de Tel-Aviv. PHOTO JACK GUEZ, AFP

En Israël, les juifs ultraorthodoxes bons pour le service militaire

L'opposition espère que la décision de la Cour suprême aboutira à la chute de la coalition de Benjamin Nétanyahou.

Par **NICOLAS ROUGER**
Correspondant à Tel-Aviv

La plus haute instance judiciaire israélienne a unanimement décidé mardi que le gouvernement ne pouvait plus retarder l'application du principe d'égalité entre ses citoyens, et devait rendre le service militaire obligatoire pour les juifs ultraorthodoxes. L'air du temps et le prix payé par l'armée israélienne à Gaza ont eu raison de cette incongruité

controversée, la cour jugeant que «la pire des discriminations est celle qui concerne la chose la plus précieuse au monde – la vie elle-même». Cela fait plus d'un an que la coalition de Benjamin Nétanyahou tente de reconduire cet avantage historique accordé

en 1948, puis régulièrement renouvelé, à la communauté haredi («qui craint Dieu»), décimée par la Shoah. A l'époque, cela ne concernait que 400 étudiants en écoles religieuses, mais la population a explosé, de 35 000 à plus de 1,2 million aujourd'hui. Tshah estime qu'il y aurait un réservoir de plus de 65 000 hommes en âge de prendre les armes – même si seulement 3 000 peuvent être enrôlés dans l'immédiat.

L'état-major israélien estime qu'il lui manque entre 10 000 et 15 000 soldats pour continuer à mener la guerre à Gaza, en Cisjordanie, et avec le Hezbollah libanais.

La cour n'a pas donné de calendrier, mais elle a ajouté une clause d'importance: le gouvernement doit cesser de subventionner les séminaires ultraorthodoxes qui accueillent les jeunes réfractaires. Cela correspond à environ un quart des 425 millions d'euros accordés collectivement à ces institutions, l'équivalent de l'augmentation de leur budget sous l'actuel gouvernement. Les politiciens ultraorthodoxes enragent. «Cette décision conduira inévitablement à deux États: le pays dirigé tel

qu'il est actuellement, et un autre où on continuera à étudier la Torah», a ainsi menacé Meir Porush, ministre pour Jérusalem et les traditions, pourtant lui-même un ancien réserviste. Certains membres du gouvernement, comme le chef du parti ultraorthodox séfard Aryé Deri, soutiennent que l'étude de la Torah est «l'arme secrète de l'Etat juif, qui accomplit des miracles» dans la campagne actuelle.

Avant-garde. En mars, le grand rabbin séfardé Yitzhak Yosef avait dit que ses fidèles «quitteraient le pays» s'ils étaient forcés d'aller à l'armée. Mais ces déclarations ne reflètent pas forcément la communauté haredi, en pleine mutation, et dont les deux tiers ont moins

de 18 ans. Les politiciens, nommés par les chefs spirituels et accusés de corruption, ne répondent pas aux attentes d'une population traditionnellement insulaire, et ambivalente envers le sio-

«Les haredim ont peur de perdre leur identité. Il faut d'abord que l'armée construise une relation de confiance avec eux.»

Yitzik Crombie
entrepreneur orthodoxe

nisme pour des raisons religieuses, qui s'informe mieux et se modernise.

«Mais nous sommes tous inquiets», dit Yitzik Crombie, écouteurs vissés à l'oreille. Cet entrepreneur, qui fait partie de l'avant-garde haredi, gère une organisation qui cherche à intégrer les ultraorthodoxes dans la société israélienne. «Le problème n'est pas le service en soi, mais le fait que tout cela va trop vite. En s'assimilant, les haredim ont peur de perdre leur identité. Il faut d'abord que l'armée construise une relation de confiance avec eux.» Les secteurs les plus radicaux de la communauté sont des experts de la désobéissance civile. Mais cette pression ne suffira pas: 81% des juifs israéliens se déclarent en faveur de la conscription des ultraorthodoxes, selon une étude du Jewish People Policy Institute. Plusieurs poids lourds du Likoud, rivaux potentiels de Benjamin Nétanyahou, se sont ainsi publiquement déclarés contre l'exemption, dont Yoav Gallant, ministre de la Défense.

Menace. «Même l'extrême droite ultranationaliste religieuse est d'accord avec nous sur ce sujet. Tout le monde peut voir maintenant que ce gouvernement est dysfonctionnel», explique Ronen Koehler, leur l'organisation Frères d'arme, fer de lance de la contestation anti-Nétanyahou, était cosignataire du recours devant la Cour suprême. L'espoir est que cela entraîne une crise politique et la chute du gouvernement avant la trêve parlementaire aoûtienne. Après, tout sera plus difficile, s'inquiètent à huis clos les organisateurs des manifestations contre le Premier ministre: la répression policière risque de se durcir, et la guerre d'empirer. Pourtant, il est peu probable que les partis ultraorthodoxes claquent la porte. Ils ne trouveront pas mieux dans le camp d'en face, dont la plupart des électeurs considèrent les haredim comme une menace démographique pour leur mode de vie laïc et progressiste. Comme Nétanyahou, ils gagnent à temporiser et à négocier: la coalition prépare déjà une nouvelle loi pour reconduire l'exemption à l'automne. ➤



LIBÉ.FR
Chronique «Aux petits soins» : contre le cancer du sein, les inégalités sociales ne s'arrêtent pas aux traitements
 Une récente étude franco-suisse sur des femmes atteintes de cancer du sein montre que la qualité de vie après les traitements a un lien avec le niveau social des patientes, et qu'elle tend à se détériorer davantage chez les plus pauvres. PHOTO GETTY IMAGES

«Pourquoi rapprocher la Moldavie de l'Europe? Ce sont les Russes qui ont construit des écoles, des hôpitaux et des routes ici.»

UN HABITANT DE TARACLIA

commune moldave près de la frontière ukrainienne

«Avec l'UE, nos conditions de vie seraient meilleures, et peut-être même notre système éducatif.»

UNE HABITANTE DE TARACLIA

Selon les sondages, près de 60% des Moldaves comptent voter oui à une entrée dans l'Union européenne – un chiffre moins tranché qu'en Ukraine, où plus de 80% de la population y est favorable. En Moldavie, les prises de position anti-UE sont surtout fréquentes dans les régions russophones de cette ancienne République soviétique. Clivage culturel et linguistique, mais aussi générationnel, parfois dû à la nostalgie soviétique... à quatre mois du référendum et de la présidentielle du 20 octobre, la population est plus divisée que jamais, comme à Taraclia, à quelques pas de la frontière ukrainienne, où les officiels du gouvernement sont venus promouvoir l'adhésion à l'UE. Curieux, certains passants s'arrêtent pour discuter, mais rapidement, les visages se crispent. Dans cette région russophone du Sud, l'intégration européenne est un sujet qui fâche. «*Pourquoi se rapprocher de l'Europe? Les Russes sont ceux qui ont construit des écoles, des hôpitaux et des routes ici*», s'indigne un habitant assis sur un banc à l'ombre. Un avis loin d'être isolé. La jeune Tatiana Kirevna, elle, a les yeux qui pétillent à l'idée d'entrer dans l'Union européenne. «*Je pense que nos conditions de vie seraient meilleures, et peut-être même notre système éducatif*», explique-t-elle depuis le kiosque à café où elle travaille.

MARIA GERTH-NICULESCU (à Chisinau)

Reportage à lire en intégralité sur Libération.fr.

Euro: la France qualifiée en huitièmes sans éclat face à la Pologne

Opposés à des Polonais bien en peine d'aligner quatre passes sous pression, les Bleus ont été accrochés (1-1) mardi à Dortmund et terminent à la deuxième place du groupe D de l'Euro. Ce qui les bascule dans une moitié de tableau par élimination directe où patrouillent les sélections portugaise, espagnole ou allemande: leur sélectionneur avait expliqué qu'il s'en fichait, on n'est pas obligé de le croire mais son équipe, elle, n'a en tout cas pas fini de le turlupiner. Ça ne marche pas. En mal de but (un en deux matchs) depuis le début, Didier Deschamps avait décidé de touiller la soupe pour faire remonter les grumeaux (les buts, justement): Antoine Griezmann out, un électrochoc à l'échelle de l'histoire récente des tricolores. Et Kylian Mbappé et son masque en pointe, avec ses ex-coéquipiers du PSG Bradley Barcola et Ousmane Dembélé sur les ailes.

Brume. Le plan de jeu est minimaliste: mettre les deux attaquants de côté en un contre un face à la défense adverse, leurs qualités de dribble promettant des



Olivier Giroud, mardi. PHOTO LEON KUGELER, REUTERS

sur nombres une fois leur défenseur effacé du tableau. De plus, le sélectionneur reconduit l'attaque parisienne de la saison passée et les automatismes qui vont avec. On s'est pourtant d'abord perdu à rêvasser dans un début de match translucide et mou. La brume qui se lève du terrain à 18 heures, parce qu'il a été arrosé et que Dortmund est sous un soleil de plomb. Le défenseur polonais Nicola Zalewski qui prend le maillot de Mbappé parti en contre-attaque à pleines mains, ce qui lui vaut un carton jaune et les félicitations de six (!) co-

équipiers venus lui faire un check. Une pause fraîcheur décrétée par l'arbitre Marco Guida à la demi-heure, parce qu'il fait chaud. Une fois la mi-temps enjambée (0-0) entre les deux arrêts maouses (42', 45') du gardien Lukasz Skorupski face à Mbappé et une reprise beaucoup plus énergique, portée par un Barcola au-dessus du lot (bien la peine d'aligner huit finalistes mondiaux pour se faire secouer par un gamin de 21 ans fêtant sa troisième sélection), les tricolores ont fait la différence assez vite: un quart d'heure

que le défenseur polonais Jakub Kiwior voit flou et il accroche Dembélé dans la surface, le penalty étant transformé par Mbappé qui ouvre son compteur lors d'un championnat d'Europe des Nations (1-0, 56').

Sanction. Soulagé, Didier Deschamps en a profité pour désorganiser l'équipe: les trois meilleurs Français sur le terrain (Barcola, Adrien Rabiot et un N'Golo Kanté au rendement invraisemblable) sont sortis dans la foulée. A ce niveau, le pari est risqué. Et la sanction n'a pas manqué de tomber, sous la forme d'un penalty qui nous a semblé un peu dur et que Robert Lewandowski a transformé en deux fois (1-1, 79'). Jusqu'ici, les tricolores avaient à peu près contrôlé la situation. D'un coup, ils n'ont plus rien maîtrisé, s'ouvrant à chaque offensive polonaise, précipitant leurs actions, semblant subir le regain d'ambiance créé par les fans adverses. Trois matchs, une victoire: les Bleus sont dans le dur.

GRÉGORY SCHNEIDER
 Envoyé spécial à Dortmund

Les indépendantistes se remobilisent en Nouvelle-Calédonie

Au son des explosions de grenades de désencerclement, les quartiers Nord de Nouméa ont passé une nouvelle nuit agitée de lundi à mardi. Sur la commune de Païta, une école a été incendiée. La veille, les flammes avaient détruit un commissariat. Des barrières reprennent vie. En Brousse, à Bourail, des coups de feu ont été échangés. Sur l'île de Maré, c'est la gendarmerie qui a été prise pour cible. Six semaines après le début de l'insurrection indépendantiste, la violence est remontée d'un cran depuis samedi. Au terme de trois jours de garde à vue, la justice a mis en examen 11 dirigeants de la Cellule de

coordination de terrain (CCAT) et placé neuf d'entre eux en détention provisoire. Parmi eux, sept, dont le meneur Christian Téin, ainsi que Frédéric Mullava, directeur de cabinet du président du Congrès de la Nouvelle-Calédonie, ont été transférés ce week-end dans des prisons de l'hexagone à la surprise générale, décision que le procureur a justifiée par «*la sensibilité de la procédure*» et la nécessité de poursuivre les investigations «*de manière soignée, hors de toute pression ou concertation frauduleuse*». Si l'enquête a été menée par la

sous-direction antiterroriste, la procédure relève de l'entre contre la «*criminalité organisée*», insiste le parquet qui a retenu sept chefs d'infraction, dont «*complicité de tentative de meurtre*» en raison des tirs sur les forces de l'ordre, et «*participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime*». Les mis en examen encourrent la réclusion à perpétuité. Le procureur de la République affirme que les cadres de la CCAT ont «*défini, préparé, planifié, mis en œuvre un plan d'action violent dans le but de déstabiliser le territoire*».

Dimanche, le premier parti indépendantiste de l'archipel, l'Union calédonienne, a dénoncé «*la déportation abusive*» des cadres de la CCAT. Au-delà de la détention provisoire et du transfert en métropole, la formation politique conteste la légitimité de l'ensemble de la procédure judiciaire. Elle soutient que les violences commises depuis le 13 mai – tirs, incendies, destructions, vols – sont exclusivement le fait de dérapages individuels et sont dépourvues de caractère organisé.

GILLES CAPRAIS
 (à Nouméa)

1,22%

C'est la surface terrestre de la planète qu'il faut sanctuariser d'ici cinq ans pour empêcher les extinctions imminentes de plusieurs dizaines de milliers d'espèces, selon une étude pilotée par l'ONG américaine Resolve et publiée mardi dans *Frontiers in Science*. Alors que les Etats ont fixé l'objectif «30x30» à la COP15 sur la biodiversité fin 2022, promettant de protéger au moins 30% de la planète d'ici à 2030, la priorité doit, interpellent les experts, être donnée à la «conservation des habitats des espèces rares et menacées». Parmi elles: le buffle Tamarau, l'éléphant de forêt d'Afrique, le macaque à crête, la tortue des Galápagos, le paresseux nain ou le vautour indien.

Pistes cyclables

La petite reine des prés

REPORTAGE

Au nord de Nantes, la communauté de communes d'Erdre et Gesvres est une des rares à développer le vélo à la campagne. Aménagement de plusieurs dizaines de kilomètres de voirie, location de bicyclettes électriques... Cet ensemble de douze municipalités de tous bords politiques montre la voie à suivre pour sortir du tout bagnole.

Par
MARGAUX LACROUX
Envoyée spéciale au nord de Nantes
Photos
THÉOPHILE TROSSAT

Unettes effilées, casque, chaussures de cyclisme, Mickaël Guivarch a le look du parfait vélotaffeur parisien. Sa chaussette jaune fluo se détache pourtant sur le décor verdoyant. Tandis que les oiseaux chantent l'aube, il longe une prairie avant de contourner une barrière en bois pour emprunter une petite voie rectiligne bordée de forêt. « Ici, c'est un ancien chemin de fer, signale le quinquagénaire. Un remblai de graviers a été ajouté au sol il y a quatre mois, ça me change la vie. Avant, c'était de la terre, avec des creux et bosses partout à cause du passage des chevaux. » Plusieurs fois par semaine, cet ingénieur en électronique fait le trajet entre son domicile, à Treillières, et son travail, à la Chapelle-sur-Erdre, deux petites villes de Loire-Atlantique au nord de Nantes. Huit kilomètres aisément pédalés grâce à un « Véloce », vélo à assistance électrique mis en location depuis 2019 par la communauté de communes dans laquelle il réside. « Neuf, ce vélo m'aurait coûté 2000 euros, précise Mickaël Guivarch, qui paie 336 euros d'abonnement annuel. Là, l'entretien est inclus. Les réparateurs interviennent chez moi ou sur mon lieu de travail, ils m'ont déjà changé la selle ou encore les freins gratuitement. C'est tout bénéf ! »



La portion qu'il emprunte, seulement rafistolée pour l'heure, fait partie d'un projet de voie verte de 26 kilomètres qui, d'ici 2027, s'étendra du sud au nord-ouest de la communauté de communes d'Erdre et Gesvres (CCEG). Ce territoire qui regroupe douze municipalités et leurs 67 000 habitants est en avance sur le déploiement des itinéraires cyclables en milieu périurbain et rural. Depuis 2018, la « com com » a installé 35 kilomètres de voies et promet un réseau presque trois fois plus étendu en 2026, pour atteindre 190 km en 2030.

« PAS D'ARGENT »

Un objectif ambitieux. Car si les aménagements cyclables et la pratique du vélo ont explosé dans les grandes villes, tout ou presque reste à faire pour développer ce moyen de transport écologique ailleurs. « Dans la plupart des campagnes, il n'y a rien pour les vélos. Beaucoup de petits maires essaient de faire des choses, mais n'ont pas d'argent. A Erdre et Gesvres, la com com s'est emparée du sujet, a piloté le déploiement, a demandé aux élus de s'y mettre et a donné les moyens », loue le coprésident de la Fédération française des usagers et usagers de la bicyclette (FUB), Etienne Demur. Erdre et Gesvres fait ainsi référence dans le milieu, et figure parmi les lauréats 2023 de l'appel à projet « territoires cyclables », décerné par l'Etat, qui accompagne les collectivités dans l'installation d'un réseau de qualité.

Wilfried Braud, responsable du service mobilités de la collectivité, a désormais l'habitude de se muer en tour-opérateur pour les nombreux élus de passage. Ce jeudi de mai, il enfourche un « Véloce » à la sortie de Nort-sur-Erdre, petite commune au nord du territoire. Trois kilomètres nous séparent du village voisin. « Ici, les voies ont été aménagées par la com com alors qu'une fois dans les bourgs, les maires ont la main, explique-t-il, cheveux poivre et sel dans le vent. Sur cette départementale, on a un peu décalé la route sur la gauche, limitée la vitesse à 50 km/h et construit une piste cyclable surélevée sur la droite. » D'un côté, un champ de choux, de l'autre, une parcelle tout juste labourée. On débouche ensuite sur une voie plus étroite barrée par un terre-plein pour obliger les quatre roues à faire un détour.

Sur cette route secondaire fermée aux voitures et devenue cyclable en 2020, des compteurs camouflés dans des poteaux en bois confirment un boom de fréquentation : 35 000 passages de vélos et presque autant de piétons l'an dernier. Et ce à moindre coût. « Faire avec la voirie existante limite les investissements et évite d'imperméabiliser davantage les sols », pointe Wilfried Braud. Plus loin, l'itinéraire se poursuit sur deux chemins agricoles recouverts d'un mélange terre-pierre. Malo,



A Grandchamp-des-Fontaines (Loire-Atlantique), le 23 mai. La piste cyclable traverse une maison.

Thomas et Jérémie, s'y engagent. «Ici, les aménagements permettent de rouler séparés de la voiture, c'est très sécurisant», commente le premier, sur son vélo chargé de bagages. Les trois amis d'une vingtaine d'années se dirigent vers la Vélodysée, véloroute toute proche qui relie la Bretagne au Pays basque.

Dans la com com, les voies supplémentaires dédiées à la bicyclette favorisent le cyclotourisme, bon pour l'économie locale. Surtout, le territoire a vu dans le vélo l'opportunité de prévenir l'engorgement des routes, car de nouveaux habitants affluent, attirés par des prix de l'immobilier plus cléments qu'à Nantes. «On voulait avoir à offrir autre chose que des bouchons. Ça a fait tilt dès 2015, on a senti qu'il y avait une vraie demande sociale en faveur du vélo. Puis post-Covid, c'est devenu une de nos priorités», retrace Wilfried Braud. Mais la tâche est ardue. «A Erdre et Gesvres, deux tiers des ménages ont deux voitures ou plus, prendre son vélo n'est pas une évidence. Il faut changer une forme de culture bagnole qu'on a tous à la campagne. Pour que le vélo fonctionne, nous priorisons la sécurité routière et la mise en place d'itinéraires les plus directs possibles», poursuit le technicien. D'ici la fin de la décennie, la communauté de communes compte multiplier par cinq la part des trajets effectués à vélo. Ils ne représentaient que 0,6% des déplacements en 2015. Le budget s'envole donc pour y parvenir: de 1 million d'euros en 2017-2022, à 9 millions pour 2022-2026 puis 20 millions jusqu'en 2030. «On est bien aidés par le département et l'Etat, on arrive à avoir 60% de subventions», calcule Wilfried Braud, qui mentionne aussi quelques aides européennes.

LISTES D'ATTENTE

De quoi aussi investir dans des parkings et box à vélo, ainsi que dans des bornes de gonflage. La com com continue en parallèle d'élargir sa flotte de 340 Véloces, et l'enrichit de vélos cargos et de longs trails, pour transporter enfants et marchandises. Malgré tout, de nombreux habitants doivent patienter sur des listes d'attente pour y avoir accès. Afin de favoriser l'inclusion des personnes à mobilité réduite, deux vélos adaptés, à plus de 10 000 euros pièce, vont aussi être mis à disposition d'écoles et d'associations. «Il est important d'avoir des infrastructures mais l'idée est de mettre tout en musique par l'accompagnement au changement de comportement», signale Camille Boceno, chargée de mission mobilité, en présentant les nouveaux engins aux allures de tri-cycles géants.



Les vaches pourront emprunter un cycloduc à proximité de Grandchamp-des-Fontaines.



Malo, Thomas et Jérémie le 23 mai. Les trois amis font la Vélodysée (qui relie Morlaix à Royan).

Pour embarquer tout le monde, la communauté de communes a dû composer avec une grande diversité d'acteurs, dont douze maires de sensibilités politiques différentes, pas tous acquis à la cause au départ. «Ici, le vélo est devenu un projet politique transpartisan», assure Lucille Morio, chargée de mission concertation et itinéraires cyclables. La participation de la population est un autre élément clé. Des réunions de concertation sont régulièrement organisées pour que les habitants se prononcent sur les liaisons proposées, mais aussi sur le revêtement des futures voies cyclables, sujet

plus épineux qu'il n'y paraît. Auparavant, les discussions s'organisaient avec les usagers à proximité immédiate des pistes à venir. «Dans des milieux périurbains et ruraux, ça commence souvent avec les agriculteurs, mais aussi des chasseurs, des représentants d'associations équestres, des riverains et propriétaires de terres agricoles», déclare Lucille Morio. Parmi les interlocuteurs à solliciter au sujet de la future voie verte, figurent également les zadis de Notre-Dame-des-Landes, qui cultivent des terres sur le périmètre de l'ancien projet d'aéroport. Wilfried Braud abonde d'histoires

de négociations champêtres passées. Ici, des agriculteurs ont accepté le passage des vélos sur un chemin desservant des exploitations à condition que les tracteurs restent prioritaires. Là, un pont permettant aux vaches de traverser au-dessus d'une piste cyclable a été construit, mais avec une balustrade assez haute pour empêcher les bêtes de voir le vide.

Au sud de la com com, le long de trois kilomètres entre Grandchamp-des-Fontaines et Treillières, il a fallu grignoter trois mètres de largeur pour construire une piste cyclable en parallèle de la route départe-

tementale très fréquentée. Sur le tracé, 40 propriétaires de maisons et un agriculteur, à qui la com com a racheté des fonds de jardin et de champs à bas prix. Convaincre les riverains de céder du terrain est une opération délicate. En contrepartie, «on installe une clôture de leur choix, des haies, avec éventuellement une indemnité en supplément», relate Wilfried Braud, devant un alignement de douze espèces d'arbres différents plantées en bordure de piste. Un peu plus loin, il pointe un curieux porche blanc enjambant la voie. Il s'agit d'une imposante maison acquise par la com com et dont l'ancien bureau a été troué pour laisser passer les vélos. Un nouveau propriétaire va bientôt habiter ce bien atypique.

RÉVISION GRATUITE

Cependant, certaines connexions sont encore à améliorer. Damien Delaunay, résident de Treillières, aurait préféré que la priorité soit donnée à une piste reliant sa commune à Nantes, où beaucoup d'habitants travaillent. Le projet est néanmoins dans les cartons. «Nous sommes en retard, mais peut-être moins qu'ailleurs, admet le vélotafleur. Etant un usager quotidien, je dois être trop impatient.» Ce père de famille trouve par ailleurs qu'il y a trop peu de pistes sécurisées dans sa commune. Même sentiment plus à l'ouest, à Fay-de-Bretagne, 3500 habitants. «Ici, les pistes cyclables c'est zéro pointé, même dans le bourg», relève Madeleine. «Il faudrait pouvoir circuler dans les deux sens comme aux Pays-Bas, et pas seulement sur des chaudières [où les voitures peuvent empiéter sur des bandes cyclables pour se croiser, ndlr], complète François.

Les deux retraités font la queue devant un stand de réparation où s'activent des salariés d'E-Bike solutions. Dans le cadre de l'événement «mai à vélo», l'entreprise offrait alors une révision complète et gratuite, aux frais de la com com. Son partenariat avec Erdre et Gesvres, notamment pour la maintenance et à la location des Véloces, est fructueux. «Quand je suis arrivé il y a deux ans et demi, on était quatre. Aujourd'hui, nous sommes onze», se réjouit Maxime Bureau, jeune travailleur reconverti. Devant lui, trois élèves de l'école voisine font rectifier une roue légèrement voilée, resserrer une bécquille ou encore ajouter une sonnette. Ils ont été sensibilisés dès le plus jeune âge par des intervenants vélo dans leur établissement. Le territoire mise sur eux pour faire prospérer l'usage de la bicyclette. ➤

FESTIVAL
INTERNATIONAL

CINEMA FOR CHANGE

13ÈME ÉDITION
24 - 29 JUIN 2024

IDÉES/

RN : la violence qui vient

Il est urgent de prendre la mesure des violences qui vont toucher l'ensemble de la population, individuellement et collectivement si on ne fait pas barrage à l'extrême droite lors des législatives.

Nous nous sommes tellement habitués à la rhétorique du Rassemblement national ; ses façons de dire, de penser et de faire se sont tellement installées dans le paysage politique, gagnant le cœur et l'esprit d'un nombre croissant d'électeurs et d'élus de tous bords à sa véhémence vindicative, à son désir de revanche sur la société, à son ressentiment contre la modernité, l'évolution des mœurs, les avancées du droit, à sa désignation de boucs émissaires, que nous avons fini par oublier ce que signifie la «révolution nationale», idéologique, culturelle et politique que les dirigeants du RN préparent et promettent. Car c'est bien d'une «révolution» qu'il

s'agit. Qu'ils arrivent au pouvoir par la voie démocratique, au lendemain du 7 juillet, ne change rien à l'affaire.

IMPOSER JUSQU'À L'ÉTOUFFEMENT

Leur désir de rupture avec la société libre et égalitaire qu'ils détestent depuis toujours est si essentiel à leur appétit de puissance qu'ils l'imposeront à marche forcée. Et comme rien de tel n'arrive jamais sans la brutalité d'une «mise au pas» et sans que l'ensemble de la population soit exposée, individuellement et collectivement, à de grandes violences, c'est de celles qui s'annoncent qu'il est urgent de pren-

dre la mesure, avant de se rendre aux urnes.

S'ils parvenaient à leur fin, nul ne devrait pouvoir dire dans les années qui viennent qu'il ne savait pas, quand arrivera, toujours trop tard, le temps d'un réveil douloureux. Nous avons besoin de la politique pour garantir à tous l'expression possible d'une pluralité d'opinions, de goûts, de croyances, de façons de vivre, qui permet à chacun d'inventer sa propre singularité, au gré des relations qui le lient aux autres. Cette pluralité suppose de la part du pouvoir une limite à son action et un retrait de son contrôle. Elle lui interdit d'uniformiser les consciences, d'exiger de tous qu'ils se plient au même moule idéologique. Or le propre de cette limite et de ce retrait est que, tant qu'ils ne sont pas transgressés, nous avons du mal à nous représenter le joug de leur suppression. Nous n'imaginons pas la violence symbolique que constitue la soumission de la politique éducative et culturelle, des organismes et des programmes de recherche, des recrutements universitaires, des subventions accordées par le ministère de la Culture, des nominations à la tête des établissements d'enseignement supérieur et des institutions culturelles à un projet de révolution nationale autoritaire qui n'aura d'autre souci que celui de transmettre, de cultiver et donc d'imposer jusqu'à l'étouffement sa façon de voir et de dire. Quoi ? Tout : l'existence, la société, l'éducation, la culture, le monde. C'est pourquoi nous avons la mémoire courte. Qu'on ne se y trompe pas, en effet. Le Rassemblement national a une histoire, il appartient à une famille de pensée qui unit des formations et des filiations, dont le dénominateur commun est de cultiver les mêmes nostalgies, d'être tenté par les mêmes mesures extrêmes, et surtout de se donner les mêmes cibles. La violence symbolique qui s'annonce n'est, en effet, ni la seule ni la plus redoutable de celles qui nous guettent. Nous devrions nous en souvenir : une «révolution» qui fait de la protection, de la restauration ou de la sauvegarde de l'identité nationale le socle de son idéologie et le principe premier des politiques qu'elle entend mettre en œuvre dans tous les domaines de l'existence, l'éducation, la santé, l'économie, la culture et la sécurité,

est par essence discriminatoire. Mieux, elle fait des inégalités de considération et de traitement qu'elle orchestre et qu'elle ordonne son moyen privilégié pour satisfaire les demandes qu'elle

prête à ses électeurs, dans une surenchère de mesures, de décrets détériorant leurs conditions d'existence, jusqu'à rendre la vie insoutenable. Ce n'est pas autrement que durablement s'installent dans la société des façons de dire et plus encore de faire qu'on n'aurait jamais imaginé pouvoir accepter un jour : la sédimentation même de l'inacceptable. Il en résulte pour des catégories entières de population que distingue l'identité dans laquelle on les enferme (l'origine, la culture, la religion, les mœurs, la «race», l'orientation sexuelle) cette forme de réification qui est l'effet le plus direct de la violence sur les corps et les esprits qui en sont la victime, individuelle ou collective.

DONNER ENFIN L'EXEMPLE

Est-ce tout ? Non, bien sûr. Aux deux formes de violence que nous avons identifiées, symboliques et discriminantes, s'en ajoute une troisième qui les recoupe. Le propre des formations politiques comparables au Rassemblement national n'est pas seulement de faire de leur promesse d'une utilisation sans limite et sans faille des forces de l'ordre à l'encontre des «délinquants» de tout ordre le vecteur de leur politique sécuritaire, elle est aussi d'avoir une compréhension très étendue de ceux qu'elle englobe sous cette catégorie. Et là encore, il faut avoir la vue courte, pour ignorer qu'il y sans systématiquement associés tous ceux qui s'opposent politiquement à son action, aussitôt perçus comme des fauteurs de troubles, quand bien même ils feraient entendre leur voix de la façon la moins violente qui soit. Il faut même aller plus loin et reconnaître que, parvenues au pouvoir, ces mêmes formations jouissent du spectacle qu'elles donnent de la violence dont elles sont capables. Aussi leur volonté de l'exercer est-elle inséparable

SIGNÉ COCO



Par
MARC CRÉPON



Philosophe

du fantasme de donner enfin l'exemple de la politique représentative qu'elles ont annoncée. Celle-ci peut alors se manifester de deux façons, soit par *précaution*, au moyen d'interdictions, de fermetures, d'arrestations préventives, soit de manière réactive, dès qu'une action, une prise de parole publique s'opposent à elles.

Est-ce cela que veulent ceux et celles qui sont prêts à sauter le pas le 30 juin et le 7 juillet, non pas tant en donnant leur voix au Rassemblement national qu'en s'abstenant de voter pour la formation la plus susceptible de faire barrage dans leur circonscription, à l'arrivée au parlement d'un député investi par le RN ? On se souvient d'avoir dans les colonnes de *Libération* demandé à la jeunesse tentée par l'abstention, entre les deux tours de la présidentielle, de faire abstraction de leurs divergences de fonds avec l'actuel président pour permettre sa réélection. Mais par la politique qu'il a menée depuis lors et le coup de poker de la dissolution, sa « grenade dégoupillée », il a conduit le Rassemblement national aux portes du pouvoir. La force politique de ses sympathisants s'est réduite comme une peau de chagrin et la formation qui les rassemble n'est plus en mesure de porter, ni moralement ni politiquement, haut et clair, le refus de voir le parti de Marine Le Pen arriver au pouvoir, pas plus que ne le sont les formations de la droite républicaine, qui n'ont pas attendu longtemps pour offrir à leurs électeurs le spectacle navrant et souvent ridicule d'un ralliement indigne de leur histoire. L'alternative qui se présente à nous est celle d'une cohabitation avec le RN ou avec le Front populaire. Tout choix qui, aveuglé par des personnalités clivantes, refuserait de favoriser la seconde reviendrait à consentir aux violences que la première promet. ►

Dernier livre paru : *Sept leçons sur la violence*, Odile Jacob, 2024.

La Constitution à l'épreuve de l'extrême droite... et réciproquement

Supprimer les allocations familiales aux parents de mineurs délinquants, supprimer le droit du sol, supprimer l'aide médicale d'Etat sont autant de projets qui mettent en cause les principes d'égalité, de fraternité et de solidarité inscrits dans la Constitution.

A 65 ans, la Constitution est peut-être à la veille de son ultime épreuve.

En 1974, certains pensaient que, faite par De Gaulle pour le parti gaulliste, elle ne résisterait pas à l'accession à l'Élysée du centriste Giscard d'Estaing. En 1981, la victoire de l'auteur du *Coup d'Etat permanent* et l'installation de la gauche au Palais-Bourbon devaient signer la fin de la V^e République. En 1986, la perspective d'une cohabitation entre un président de gauche et une majorité parlementaire de droite était attendue comme « l'heure de vérité » pour la continuité du régime politique. Et, tranquillement, la Constitution a survécu à toutes ces épreuves : la petite alternance avec un président centriste (1974-1981), la grande alternance avec une majorité présidentielle et parlementaire de gauche (1981-1986 et 1988-1993), la cohabitation entre un président de gauche et une Assemblée nationale de droite (1986-1988 ; 1993-1993) et entre un président de droite et une Assemblée de gauche (1997-2002). Il lui manquait de connaître une épreuve, celle d'une majorité absolue de députés d'extrême droite, qu'il n'est plus possible d'exclure aujourd'hui.

Dans cette situation, deux moments doivent être distingués. Dans la formation du gouvernement, la Constitution oblige le président à se soumettre à la volonté de la nouvelle majorité. Sans doute l'article 8 en disposant que « le président de la République nomme le Premier ministre » pourrait laisser penser qu'il dispose d'un pouvoir propre, d'une liberté de choisir le chef du gouvernement. Il faut cependant lire cet article avec l'article 49, qui donne aux députés le pouvoir de renverser le gouvernement en votant une motion de censure. Ces deux articles signifient que le président ne peut nommer Premier ministre qu'une personnalité issue des rangs de la majorité absolue, qu'une personnalité dont il sait qu'elle ne sera pas immédiatement censurée par l'Assemblée nationale. François Mitterrand n'a pas tergiversé

en 1986 : il a nommé Premier ministre Jacques Chirac, chef de l'opposition devenu chef de la majorité à la suite des élections législatives de 1986. De même, Jacques Chirac n'a pas essayé de jouer avec les résultats des élections anticipées de 1997 : il a nommé Premier ministre Lionel Jospin, le nouveau chef de la majorité parlementaire. Le 8 juillet 2024, en cas de majorité absolue du RN, Emmanuel Macron devra se soumettre au choix du Premier ministre que lui imposera cette majorité. Comme Mitterrand en 1986, il ne pourrait discuter que le titulaire du ministère de la Défense en arguant que l'article 15 fait de lui le « chef des armées » et celui du ministère des Affaires étrangères en se fondant sur l'article 52 qui dispose qu'il « *énégocie et ratifie les traités* ». Mais tout dépendra de la courtoisie constitutionnelle de la nouvelle majorité.

Dans la détermination et la conduite du pays, la Constitution donne au président de la République les moyens de résister. Evidemment, le pouvoir de décision politique passera de l'Élysée à Matignon et, comme Jacques Chirac n'avait pu s'opposer aux lois sur les 35 heures, le Pacts ou la CMU voulues par Lionel Jospin, Emmanuel Macron ne pourra s'opposer au vote des lois mettant en œuvre le programme du RN. Le Sénat pourrait gêner leur adoption, mais l'Assemblée nationale ayant le pouvoir de dernier mot, le Premier ministre RN serait en mesure d'imposer sa volonté. Et l'article 10 fait obligation au président de promulguer les lois dans les quinze jours. Avec cependant deux moyens de résister à des lois votées avec lesquelles il serait en désaccord. Ce même article lui donne, en effet, le droit de demander au Parlement une nouvelle délibération de la loi ou de certains de ses articles. Et surtout, l'article 5 fait au président de la République le devoir de veiller « au respect de la Constitution ». A ce titre, il pourrait s'opposer à la promulgation d'une loi contraire à la Constitution et saisir le Conseil

constitutionnel. C'est ici qu'une cohabitation entre Emmanuel Macron et une majorité parlementaire d'extrême droite se distinguerait sérieusement des précédentes. Car les réformes législatives d'urgence annoncées par le RN heurtent les droits et libertés garantis par la constitution : supprimer les allocations familiales aux parents de mineurs délinquants, supprimer le droit du sol, supprimer l'aide médicale d'Etat, abaisser la contribution de la France au budget de l'Union européenne sont autant de projets qui mettent en cause le principe d'égalité (article 1^{er} de la Déclaration de 1789), le principe de fraternité (article 2 de la Constitution), le principe de solidarité (articles 10 et 11 du Préambule de 1946), le principe du respect des traités européens (article 88-1 de la Constitution). En d'autres termes, à la différence des précédentes cohabitations qui se sont déroulées relativement civilement, le risque de conflictualité est non seulement élevé mais continu entre le président et la majorité parlementaire RN, non du fait de la volonté du président mais par la nature des projets législatifs qui ne s'inscrivent pas dans la logique des principes de l'Etat de droit que le président a le devoir de maintenir.

Restent deux possibilités pour réduire ou lever ce risque pour le RN : la révision de la Constitution et le référendum. Mais l'article 89 relatif à la révision impose que le texte soit d'abord voté en termes identiques par les deux assemblées, ce qui sera très difficile. Et l'article 11 prévoit un contrôle du Conseil constitutionnel sur les propositions référendaires dont il doit vérifier, a-t-il encore rappelé dans sa décision du 11 avril 2024, « qu'aucune disposition ne soit contraire à la Constitution ».

En ce moment historique singulier, il n'est pas mauvais de se souvenir qu'une Constitution est, comme le disait Benjamin Constant, « la garantie de la liberté politique d'un peuple »... ►

Par
DOMINIQUE ROUSSEAU



Professeur émérite de droit public Paris-I Panthéon Sorbonne, membre honoraire de l'Institut universitaire de France

PLONGEZ

DANS L'ACTUALITÉ !

Offre spéciale été · Papier + numérique

2 mois pour 30,90€

puis 30,90€/mois sans engagement

Libé

Pour souscrire appelez le 01 85 56 71 40 du lundi au vendredi entre 9h et 18h avec le code #TEL24



«Le Comte de Monte-Cristo» C'est pas le bain

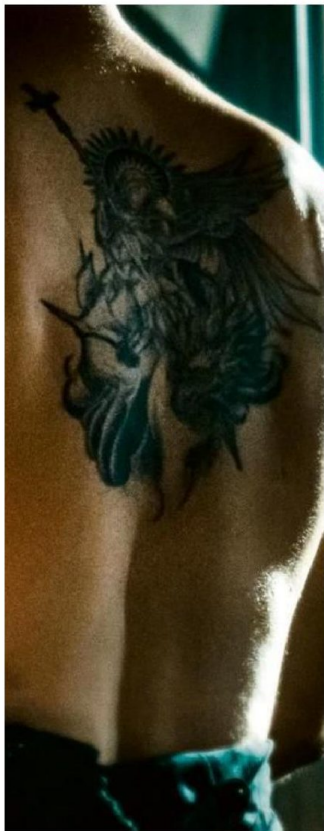
Nouvelle étape de la stratégie de franchise autour de l'œuvre d'Alexandre Dumas, l'adaptation impersonnelle et très rodée du «Comte de Monte-Cristo» par le duo Matthieu Delaporte et Alexandre de la Patellière est surtout servie par la fraîcheur de sa jeune garde d'acteurs, avec un luxe de moyens.

Par SANDRA ONANA

O n nous l'avait bien dit, le film d'aventures français est de retour. Le patrioïme, c'est pas un truc de toc. Une conviction défendable à n'importe quelle heure de la journée, quand ce n'est pas le RN qui s'en fait morbidement le chantre depuis le seuil de Matignon, sur un air de flûtiau du Puy-du-Fou. Bref, l'industrie lourde du cinéma français a mis sa cape et son épée pour se faire justice contre les ténors du divertissement mondialisé (Netflix et consorts). La main n'a pas tremblé au moment d'allonger la monnaie. Après la double offensive des *Trois Mousquetaires* en 2023 (pas loin de 6 millions d'entrées pour *D'Artagnan* et *Milady*, amorce d'une tripotée d'autres adaptations entre grand écran et plateformes), le pari de rafraîchir l'œuvre d'Alexandre Dumas dans une franchise de gros standing se poursuit avec *Le Comte de Monte-Cristo*, sous la double bannière des multinationales Pathé et Mediawan.

ROUTINES DISCHIO-JAMBIERS

Un blockbuster français pour l'honneur, donc, alors que le carton surprise du film d'Artus *Un p'tit truc en plus*, champion du box-office 2024 (7 millions d'entrées), est l'arbre qui cache une forêt de défections des salles. Contrecoup de la grève à Hollywood et séquelles jamais résorbées de la crise sanitaire, les cinémas ont enregistré 71,6 millions d'entrées depuis janvier 2024, contre 93 millions en moyenne à la même période, époque



Pierre Niney (Edmond Dantès), le fronceur de sourcils comme seule hygiène de vie. PHOTO JÉRÔME PRÉBOIS

GINÉMA

d'ors, banquets et garde-robes de luxe sur fond de naissance du capitalisme moderne, le patriarche milliardaire de Pathé Jérôme Seydoux n'étant pas le moins calé en la matière. Si les intrigues des *Mousquetaires* étaient enchevêtrées de machinations compliquées et protagonistes en zone grise, impossible de perdre le fil de qui sont les affreux ici. Avant de leur arracher leur rictus, beaucoup de temps est passé à filmer Pierre Niney qui briefe ses complices sur le plan à exécuter sans accroc, rocambolesque mascarade avec postiches en latex et identités d'emprunt.

MAINSTREAM ET GOMINÉ

On pouvait craindre, vu l'ampleur chorale de la fresque *Monte-Cristo*, que tous les acteurs en vogue du moment viennent passer une tête pour un caméo de connivence, aucun film français n'étant jamais à l'abri de voir. Jonathan Cohen ou Gilles Lellouche sortir de derrière un buisson. Ouf, il n'en est rien. La transe de la fiction opère, lyophilisée pour consommation rapide, sans oublier ce qu'elle doit à ses motifs de littérature à l'ancienne et son sentimentalisme premier degré: martyrs et rédemptions, enfants maudits par les péchés de leurs parents, corruption des âmes pures, deuil de l'amour perdu... Toute une mythologie codifiée, de saintes prostituées qui agonisent et de héros pleurant dans les bras d'un abbé. A l'heure où tout le monde, Hollywood en tête, ne jure plus que par le divertissement ironique (des Astérix aux canulars de Quentin Dupieux, les Français ont pris le pli), cette stratégie de différenciation n'allait pas forcément de soi.

En tout état de cause, «on est plus le Guépard que *Batman*» déclaraient en interview les cinéastes Matthieu Delaporte et Alexandre de la Patellière, déjà scénaristes de *D'Artagnan*. Une scène de bal laisse entrevoir en effet des reflets viscontiens chez Anaïs Demoustier – rare séquence à laisser des choses en suspension dans l'air et dans les yeux, caresse d'un faste et romantisme pétrifié quand le reste de l'intrigue se satisfait de cavalier ventre à terre.

Il faut surtout préciser l'étrangeté du vieillissement accéléré des acteurs principaux, jeunes premiers il y a cinq minutes, se retrouvant déjà à jouer les parents d'une nouvelle garde de comédiens qui irradiant d'innocence aux joues roses. Il n'y a guère qu'après de ces jeunots d'enfer que le film accroche le cœur, comme s'il annonçait déjà un changement de règne. Typiquement, on laisserait la lumineuse Anamaria Vartolomei (une

star ou on n'y connaît rien) nous faire avaler toutes ses couleuvres, dont cet inénarrable accent ritalo-orientalisant à la Dalida.

Drôle de truc enfin que Bastien Bouillon dans le rôle du rival au sourire de traître. L'atypique «espoir» (quadra) d'un cinéma d'auteur depuis X années d'ascension lente se retrouve à croiser le fer avec la météorite Niney, l'un des acteurs les mieux payés du moment, visage Lacoste croisé sur chaque panneau publicitaire en chemin pour la séance, et égérie d'un cinéma tendance mainstream et go-

miné. Se grisant de leur lutte à mort et s'autorisant enfin à faire couler un peu de sang sur les redingotes, le film décide que ces deux spécimens, et les cinémas qu'ils charrient avec eux, peuvent bien exister en même temps, par-delà leurs différends. Bonne nouvelle, on est d'accord avec lui. ♦

LE COMTE DE MONTE-CRISTO de MATTHIEU DELAPORTE, ALEXANDRE DE LA PATELLIERE avec Pierre Niney, Bastien Bouillon, Anaïs Demoustier... (2h58).

l'archevêché by fisheye

01.07 → 06.07

— Cour de l'archevêché,
Place de la République, Arles
Horaires : 8h–2h

Exposition
Librairie • Bar
Studio photo
Talks • DJ Set
Food & drinks

Ce «Comte»
à 43 millions d'euros
pianote sur toutes
les gammes du spectacle
accélérateur
de dopamine et fait
en sorte de ne jamais
prendre l'eau.



Canon



Changez Local



NOVA

iffockuptibles

pré-Covid. Tout juste crédible en ancien forçat à l'âme torturée, Pierre Niney reprend le rôle d'Edmond Dantès, marin victime d'un complot sous la Restauration, injustement jeté au bagne pour complicité bonapartiste et arraché à sa fiancée Mercédès. Dans sa geôle, le voilà qui enchaîne les pompes et les routines d'ischio-jambiers façon Rocky, prépare sa renaissance en anthéros buriné par quatorze années à l'ombre. Exit les airs de biquet ingénu, dans la tendreté de l'âge. Balafre et regards noirs mangés par la haine, le fronceur de sourcils comme seule hygiène de vie, le renommé «comte de Monte-Cristo» est prêt à renaître en ange vengeur pour détruire ses ennemis. Le film, reficelé pour tenir en trois heures les mille rebondissements du roman, s'aligne sur cette science de feuilletoniste qui vaut à Alexandre Dumas la réputation d'*entertainer* avant la lettre, un visionnaire de l'économie de l'attention. Plié aux standards impersonnels du thriller, avec ses effets de tension intempestifs goût pop-corn, ce nouveau *Comte* à 43 millions d'euros attrape donc par le col, pianote sur toutes les gammes du spectacle accélérateur de dopamine et fait en sorte de ne jamais prendre l'eau.

Seuls les profanes du best-seller l'ignorent: tenu pour mort par ses amis, Edmond Dantès fait fortune sous sa nouvelle identité grâce au trésor légué par son compagnon de bague, l'abbé Faria (les plus phylonomistes auront peine à reconnaître l'Italien Pierfrancesco Favino, en père Fouras hirsute des sous-sols). De quoi doubler le revenge movie d'un tourbillon

Fable en triptyque qui exploite la cruauté humaine sans but moral ou politique, le film de Yórgos Lánthimos au casting sur-mesure ne procure aucun vertige.

Kinds of Kindness, soit «toutes sortes de gentillesse». Mais «gentillesse» ici n'est pas à prendre dans le sens de «bonté», même pas sous le *spotlight* déviant du sarcasme. Si son film nous indique une information, c'est celle que Yórgos Lánthimos n'a que faire de différencier les bons sentiments des mauvais. Son deuxième long métrage de 2024 après *Pauvres Créatures*, constitué de trois moyens dans la tradition, on suppose, de la méchante comédie à sketches italienne (*les Monstres...*), met en place autant de situations infernales éprouvant des protagonistes dissemblablement monstrueux et tous astreints à subir des relations diversement délirantes, sans la moindre expression visible d'empathie, exploitation filmique en pure quête de profit romanesque.

Scope pétrifié. Un homme vivant grassement depuis une décennie sous le joug d'un autre, petit

démiurge qui prend à sa place toutes les décisions majeures et mineures de l'existence, se rebelle le jour où il reçoit l'instruction de provoquer un accident qui pourrait aboutir à un homicide. Un autre, convaincu que son épouse rescapée d'un naufrage en mer a été remplacée par un double, la persuade de le nourrir avec des parties de son corps. Une femme embrigadée dans une secte, s'abreuvant exclusivement des larmes des gourous qui la dirigent et

ayant abandonné mari et enfant, part à la recherche d'une supposée élue capable de ressusciter les morts. Missionnés de s'agiter infructueusement au sein de vastes tableaux en scope pétrifié, Emma Stone, Jesse Plemons, Willem Dafoe, Margaret Qualley, Mamoudou Athie et Hong Chau se succèdent aux premiers, deuxième, troisième plans pour s'exploiter, se soupçonner, se

haïr, se réprimer, se châtier, se venger, se bouffer, se violer. Se fréquenter et interagir, aussi, puisque en dépit de leur surréalisme bourrique, et sans doute pour nous offrir en éventuel système d'interprétation la possibilité de la satire buñuelienne, les trois sketches se déroulent dans l'entrave de notre civilisation. Mais le régime narratif de *Kinds of Kindness*, mécanique au sens machinal, est sans appel : ces histoires noires doivent étre perçues comme intégralement dénuées d'humanisme,

Emma Stone trouve à nouveau matière à s'éclater en qualité de star dévergondée.
PHOTO ATSUSHI NISHIJIMA



«Kinds of Kindness», sur le vil du rasoir

et de raison d'être morale ou politique. Elles roulent pour elles-mêmes, dans le but de faire advenir quelques scènes «choc», et faire reluire la marque Lánthimos, chic (comme ses affiches), à l'aura de désirabilité maximale au vu du nombre d'actrices et acteurs de premier plan qui rappellent pour performer dans ses films.

Cordeau. Et le triste designer Lánthimos, dans ce film en route libre, de se consacrer exclusivement à cette tâche au point de rendre son propos non seulement insituable mais illisible. Pour qui se soucierait de morale et de politique, c'est assez abject, exploitation du pire humain d'autant plus déplaisante que son exécution est au cordeau et qu'elle ne procure aucun vertige qui viendrait justifier sa pseudo-cruauté, ni sa toute petite méchanceté. Souvenir de Marx et Engels, dans le *Manifeste du parti communiste*, sur la bourgeoisie : «A la place de l'exploitation que masquaient les illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation ouverte, éhontée, directe, avide.» *Kinds of Kindness* bouffe le monde pour rien, même pas le cinéma.

OLIVIER LAMM

KINDS OF KINDNESS DE YÓRGOS LÁNTHIMOS avec Emma Stone, Jesse Plemons... 2h 45.

«León» enfonce la perte

Malgré un montage efficace, le film argentin sur le deuil et la parentalité lesbienne pêche par un excès de théâtralité.



Julia (Carla Crespo) perd sa compagne cuisinière. PHOTO OUTPLAY FILMS

Fermé pour cause de deuil. La phrase est placardée sur la grille de la maison où, à l'étage, repose Bárbara, dite Barby, personnage entrapeçu le temps d'une intro romantique entre femmes qui s'aiment. La maladie l'a emportée. Barby laisse un jeune fils, León, et sa compagne, Julia. Celle-ci, coriace, fluette, le visage figé de peine, est cuisinière et propriétaire d'un restaurant baptisé León, comme le fils et le film. Il existe beaucoup de «films de deuil», mais peu de grands. C'est toujours compliqué, la chape que le thème impose, et les gueules d'enterrement : tout un film à faire cette tête. *León*, long métrage argentin sans prétention mais trop étale, tente une approche transversale à son sujet chargé : parentalité lesbienne, problèmes légaux de la garde d'enfant pour un couple de femmes, deuil solitaire de celle qui doit faire face. Le monocrône du récit vient de ce qu'il cherche à trop dire sans se risquer à en faire trop. Retenons la qualité d'un montage très cut et ramassé, de sorte que les deux lieux juxtaposés, le logis de Julia et son resto, semblent former un seul espace du chagrin. *León* à son meilleur est une «sitcom du deuil», à la théâtralité ténue. Un film de deuil étant forcément théâtral. Puisque surgit chaque fois ce problème

de croyance au deuil comme principe forcé de scénario, non réaliste, que résout seul de le tirer vers le théâtre et la tragédie rentrée. Une fiction interdit de croire qu'un personnage qui meurt au seuil d'un film a eu une vie, une vraie vie dramatique avant sa mort fictive. Le chagrin qui lui succède paraît toujours plaqué, affecté, et il faut un supplément de rituel, de choeur factice, cérémonie des retrouvailles et règlement de comptes tardif, pour suspendre notre incrédulité – voyez *The Big Chill*, *la Vie des morts*, *Nos funérailles*, etc. Nachón et Curotto échouent à faire résonner l'écho de l'absence. Les beaux films de deuil font vibrer d'une note quasi insupportable la place laissée par la mort, la vacance. *Je rentre à la maison* de Oliveira et *Starman* de Carpenter sont les plus sublimes. Et *Psychose*, film de deuil méta où c'est au spectateur en cours de vision de se remettre du choc, du meurtre du personnage principal. Ici, la place vide est le lieu du titre, que Barby hante par flash-back. Comme le cœur de Julia, désaffecté.

CAMILLE NEVERS

LEÓN DE ANDI NACHÓN ET PAPU Curotto avec Carla Crespo, Susana Pampin... 1h20.

GINÉMA

«In Water» se maintient à flou

Dans un beau film à l'image opaline, Hong Sang-soo donne à voir ses angoisses de disparition.

Trempez-la dans l'huile, trempez-la dans l'eau... que se passera-t-il? Le nouveau film de Hong Sang-soo ressemble à la souris de la comptine, à qui l'on fait subir un traitement farfelu, pour le simple plaisir de l'expérience. Ici, donc, pas de mise au point dans la majeure

rité des plans, comme si *In Water* avait été trempé dans une potion spéciale qui l'aurait rendu pastel et opalin. Flou, donc, c'est le concept qu'on annonce depuis sa sélection à Berlin dans la section Encounters. «Avez-vous vu le film flou ?» Est-ce si flou ?

Douceur. Disons qu'avec ce 29^e long métrage, le génie coréen du «less is more» affirme la dimension plastique de son travail, que l'on imaginerait très bien découvrir dans une galerie d'art, mis en diptyque par exemple avec *Juste sous vos yeux* (2021) qui travaillait la surexposition

des plans. Dans ce fil de bord de mer et de paysage, la part la plus réussie de la proposition se situe dans la captation de petites marines (comme on les désigne en peinture) animées, qui exhalent une douceur nostalgique assez poignante.

L'histoire, elle, tient en quelques mots puisqu'elle s'enclenche justement sur une affaire de perte d'inspiration : un jeune cinéaste, accompagné de son actrice et de son chef opérateur, a décidé de passer une semaine à tourner un court métrage dans une station balnéaire. Mais une fois sur place et ne sachant



Dans *In Water*, le cinéaste affirme la dimension plastique de son travail. ARIZONA DIST

quoi filmer, il se perd en conjectures tandis que ses deux acolytes se rapprochent le temps de quelques balades.

Dissolution. A une volonté vacillante s'ajoute donc ce «défaut» de la forme qui dilue les discussions et les prises de décision, et nous interdit d'entrer dans le film comme on en a l'habitude. En effet, nous sommes privés de cet élément d'identifica-

tion cruciale que sont les visages, les protagonistes n'étant plus ici que des formes de couleur, le rappel intermittent d'une humanité qui se dissout dans sa propre vanité : laisser une œuvre derrière soi, pour quoi faire ? Alors même que Hong Sang-soo tient un rythme de croisière incroyable depuis vingt-cinq ans, on veut bien croire que la tentation du vide le hante sérieusement. Ses

films, et particulièrement celui-ci, sont de plus en plus travaillés par une angoisse de disparition. *In Water*, beau titre, annonce cette dissolution de tout dans un grand bain terminal où les histoires sont devenues aussi introuvables que les personnages.

LAURA TUILLIER

IN WATER de HONG SANG-SOO avec Shin Seokho, Ha Seong Guk... 1 h 01.

«Les Pistolets en plastique», trash investigation



Dans son troisième long métrage, Jean-Christophe Meurisse tente de fictionnaliser l'affaire Dupont de Lignonès avec une série de sketches glauques et loufoques plus ou moins réussis.

Les *Pistolets en plastique* est le troisième long métrage de Jean-Christophe Meurisse, fondateur en son temps des Chiens de Navarre, compagnie théâtrale de l'extrême connue et reconnue pour ses spectacles punk. Le film part d'une idée à la fois glauque et intrigante : fictionnaliser l'affaire Xavier Dupont de Ligonnières (rebaptisé Paul Bernardin) pour acter la fascination de la France entière

pour ce quintuple meurtre familial et le mystère qui a suivi l'évaporation du présumé coupable; faire jouer à plein notre désir de sordide, partir dans tous les sens pour écheveler la comédie française, et prouver, une fois encore, qu'on n'a pas froid aux yeux.

Les *Pistolets en plastique* délire alors plusieurs grappes de personnages qui prennent tous une direction différente et sont l'occasion d'une série de sketches plus ou moins réussis: une vieille fille et une mère de famille en burn-out s'introduisent dans la maison de Bernardin à la recherche d'indices, un faux coupable du genre détestable se trouve arrêté en Suède et soumis à une série d'humiliations, un profiler star se plante lamentablement sur la localisation de Bernardin... Jouant dès le départ la carte d'un loufoque trash - quelque part

entre Dupontel et Dupuieux – le film aura du mal à trouver sa singularité alors qu'il recherche en permanence le page côté. Il faut dire que l'extraordinaire du film divers original du met comme K-O, debout, et ce n'est pas un hasard si la partie la plus drôle est celle où il peut inventer sans se soucier du réel : lorsqu'on voit apparaître Bernardin sous les traits d'un Laurent Stocker excité à mort par sa maîtrise de la salsa, quelque part dans un bled d'Amérique du Sud, il y a quelque chose d'une jubilation mauvaise qui passe du personnage au spectateur, la sensation – grâce au jeu impeccable de Stocker – d'accéder à une vision du mal à la fois glaçante et hilarante, qu'on ne peut apprécier que toute bonite bue.

Pour le reste, il manque un propos aux *Pistolets en plastique*, la dimension de satire politique qui payait dans *Oranges sanguines* et ajustait notre rire au grotesque de l'époque. Ici, passé le vertige du postulat, les gags font l'effet de baudruches un peu à la traîne du tout-venant de l'humour télévisuel convoqué, notamment, par les apparitions successives de Jonathan Cohen, Nora Hamzawi ou Aymeric Lompret.

L.Tu.

LES PISTOLETS EN PLASTIQUE
de JEAN-CHRISTOPHE MEURISSE
avec Laurent Stocker, Delphine Baril,
Charlotte Laemmel... 1 h 36.

JAZZ à la Villette

29 août / 8 septembre 2024
jazzlavillette.com

Alice Russell
Mahalia
Curtis Harding
Kenny Garrett
Muriel Grossmann
Makaya McCraven
Brad Mehldau
The Strangers
Tinarivén
Knower
DelGRES
Alfa Mist
Jazz At Lincoln Center

Le festival Jazz à la Villette est financé par le Département de Paris, la Région Île-de-France et la Ville de Paris.

Partenaires : france.tv, tviq, @blackopinion

GINÉMA

«Sans un bruit: jour 1», un ange passe

Inspiré de la série B éponyme, le film d'épouvante sur les premières heures apocalyptiques dans un New York sous invasion extraterrestre vire en méditation sur la fin de vie.

«**P**as maintenant,» Sam (Lupita Nyong'o) l'a écrit en noir sur blanc dans son carnet, elle n'est pas prête. Pas prête à mourir du cancer qui la ronge, quand bien même elle sait avoir largement dépassé la deadline que lui indiquaient ses médecins. Elle a beau la jouer sarcastique avec ceux qui l'accompagnent dans ses derniers jours, elle s'accroche à la vie, de toutes ses forces – avant d'y aller, elle a encore deux, trois traumatismes à purger. Aussi quand survient l'apocalypse sous la forme d'une invasion extraterrestre, son existence chavire très singulièrement. Oh, elle est terrifiée bien sûr, parce que les aliens qui débarquent sont terrifiants. Des vrais monstres, machines à tuer aveugles mais invincibles, leurs longues pattes surmontées de longues griffes, leur tête en fleur

horrible enfermant une gueule abyssale surmontée de dents alignées comme un coupe-ret. On les a déjà vus dans *Sans un bruit*, série B post-apo-horresco-familial engendrée par le comédien John Krasinski dont on ne s'imaginait pas une seconde en la découvrant en 2018 qu'elle allait grossir en franchise et devenir le high-concept le plus copié des années 2010 (*Bird Box*, *The Silence...*).

Calepin. Curieusement *Sans un bruit: jour 1* s'intéresse pourtant peu à la bonne idée par laquelle tout a commencé – pour échapper aux monstres, il faut se taire et marcher sur des œufs. Déroulé dans le cacophonique New York pendant les premières heures de l'apocalypse, ce *prequel* contraint toujours ses protagonististes à discuter sur papier calepin et se couvrir la bouche des deux mains en cas d'approche critique des bestioles mais, non seulement n'invente rien du côté de la mise en son ou du cinéma, mais escompte du spectateur qu'il connaisse d'emblée toutes les règles de la survie.

Trop peu ludique de ce côté-là, rafistolé d'emprunts grossiers à *Minority Report*, *Alien* ou la *Tour infernale*, *Sans un bruit: jour 1*



Lupita Nyong'o et Djimon Hounsou. PHOTO GARETH GATRELL, PARAMOUNT PICTURES

déçoit, comme si Michael Sarnoski (qui réalise et co-signe le scénario avec Krasinski) avait décidé d'entrée de jeu que son film ne pourrait contenir aucune scène égalant en intensité et en originalité celle de l'accouchement dans le premier film. A ce titre, on serait curieux de lire un jour le synopsis sur lequel a planché longtemps Jeff Nichols, in fine écarté par Krasinski lui-même pour différend artistique.

Mutation. Mais de façon imprévue, *Sans un bruit: jour 1* se déploie autrement, glissant au gré des péripéties de l'épouvante au conte funèbre. «*Madadayo!*» («toujours pas prêt!») hurlait le vieux professeur récalcitrant face à la mort dans le dernier film d'Akira Kuro-

sawa. A l'inverse l'enjeu de *Sans un bruit: jour 1* sera d'accompagner son héroïne vers le consentement de sa fin. Accompagnée d'un chat (pas de velours, animal-totem de la maternité) et d'un Anglais aux yeux mouillés (Joseph Quinn) dont elle va devenir l'ange gardien en extremis, Sam va se sauver et nous avec elle. Comme si *Sans un bruit: jour 1* actait une nouvelle étape dans la mutation du film apocalyptique, plus en phase avec le sens de l'histoire: après le blockbuster *Cassandre*, le film soigne palliatifs.

OLIVIER LAMM

SANS UN BRUIT: JOUR 1 de MICHAEL SARNOSKI. Avec Lupita Nyong'o, Joseph Quinn... 1 h 40.

«Le Moine et le Fusil», après la pluie le Bhoutan

Pawo Choyning Dorji suit la trajectoire d'un moine témoin de l'instauration du droit de vote en 2006, où le monde moderne se confronte à la tradition et la spiritualité. Gentillet.

O n est en 2006, au Bhoutan, petit royaume coïncé géographiquement entre les cimes de l'Himalaya et diplomatiquement entre l'Inde et la Chine. Le roi, héritier d'une dynastie en place depuis le début du XX^e siècle, y annonce à la surprise générale l'instauration d'une démocratie parlementaire pour permettre à son pays de mieux s'ouvrir. Voilà le cadre choisi par le cinéaste Pawo Choyning Dorji pour son second film qui, après *l'Ecole du bout du monde*, l'installe en grand artisan d'un soft power bhoutanais façonné autour de cadres à couper le souffle et de contes philosophiques édifiants.

Le Moine et le Fusil s'ouvre à la veille des premières élections libres, à un moment de bascule où ce pays extrêmement fermé découvre tout juste la télévision via MTV. Quand l'annonce de ce séisme parvient jusqu'aux montagnes du nord du pays, un



Le Moine et le Fusil aussi abrasif qu'un film Disney. PHOTO PYRAMIDE FILMS

lama décide de briser sa retraite spirituelle pour charger un jeune moine de lui trouver deux armes et les lui ramener avant la prochaine Lune. C'est à travers les yeux de ce petit marcheur que l'on découvre d'abord l'impact de cet élan démocratique. Alors qu'il parcourt les villages en quête d'un

fusil, le film donne à voir autour de lui combien la quiétude naturelle se trouve troublée par l'incompréhension du vote. Tandis que des représentants de l'Etat s'échinent à expliquer la nature du cadeau du roi, la population accueille le vote au mieux dans l'indifférence (pourquoi d'un

coup devrait-on se préoccuper de la vie publique quand le bon monarque a toute notre confiance?), voire carrément avec méfiance. Le temps d'un vote blanc, il faudra perturber la belle unanimité de ces communautés reculées pour choisir entre les trois couleurs de trois partis fictifs (acquis à l'Industrie, à l'environnement ou au statu quo).

La malicieuse démonstration que les principes universels du monde moderne ne sont pas solubles sans heurt avec les voies traditionnelles et spirituelles, se double d'une confrontation du mercantilisme occidental avec un autre système de valeurs. Le film s'attache en parallèle à raconter les mésaventures d'un homme de la capitale (Thimphou) qui s'improvise guide pour un Américain à la recherche de fusils antiques. Un traficant d'armes dont le chemin croise évidemment le moine. Amusant de voir que malgré tous ces efforts pour souligner l'unicité de la culture du pays du «Bonheur national brut», *Le Moine et le Fusil* est aussi abrasif qu'un film Disney: à la fin, tout le monde est content, la démocratie a du bon et les torts sont oubliés pour peu que l'on ait bon cœur.

MARIUS CHAPUIS

LE MOINE ET LE FUSIL de PAWO CHOYNING DORJI avec Tandin Wangchuk, Deki Lhamo... 1 h 47.

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilitée pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/75/78/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour le département de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 179 € HT - Société par actions simplifiée (SAS) 189 € HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT - Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 € HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (SRL) 87 € HT - Société à responsabilité limitée à responsabilité limitée - EURL 110 € HT - Nomination des liquidateurs : des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLÔTURE de sociétés civiles ou commerciales : 100 € HT - LES TARIFS annonces légales au caractère (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôture : 75/94/93 (0,232 € HT).

75 PARIS

Avis divers

ANNONCES LÉGALES

Ferrari & Cie 7, Rue Sainte-Anne – 75001 Paris - agence@ferrari.fr

Agence de Publicité Légale, Judiciaire, Institutionnelle et Formalités des sociétés



Société ADAMI
(Société Civile pour l'Administration des Droits des Artistes et Musiciens Interprètes)

14-16, rue Bailu - 75009 PARIS - R.C.S D 784 412 900

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

A l'issue du scrutin qui s'est déroulé du 17 mai au 17 juin 2024 et du dépouillement réalisé le 17 juin 2024,
sous contrôle de Maître Jérôme LEGRAND, Huissier de justice

Nombre d'inscrits conformément aux statuts de l'Adami : 42385
Nombre de votants : 2737, soit 6,46 % des inscrits

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Artistes dramatiques : 4 sièges à pourvoir

FOREST PIERRE	563
SITRUK OLIVIER	556
KARMANN SAM	495
FROT DOMINIQUE	468
DOLLE CONSTANCE	428
BORDENAVE BORDES JEAN PAUL	327
RIGGI MASSIMO	324
GAGNEPAIN CHRISTINE	278
PERRIER NADÈGE	264
MOUINICOT SOPHIE	258
RENIER SAMANTHA	201
COLLETTE YANN	198
COHEN GILLES	160
SEGUILLOU ARIANE	159
RITTWEGER CECILE	157
NGO CECILIA	156
ROMELE REGIS	146
BERNAT CELINE	134
MARCNAC JEAN BAPTISTE	133
DE LENCQUESAING LOUIS DOMINIQUE	126

ELU	PERRIN CYRILLE	117
ELU	VALOIS ARNAUD	113
ELU	TRIBES JEAN LOUIS	102
ELU	RAZY KEVIN	98
	LAURIOL ISABELLE	97
	HUGO NATHALIE	94
	SAN PEDRO DANIEL	82
	HECK YVES	81
	MELLAH SONYA	79
	THELLIER LAURENA	79
	ANSCOMBRE FREDERIC	68
	MATTON LEONARD	67
	DIABLOU DIAMAL (Diam)	66
	DUSSOGE NATHALIE	64
	(Moncorger Nathalie)	64
	SAFI FAYCAL	63
	DI NAPOLI MARCO	62
	ZHANG YUBAI	61
	BOISEAU BILLIE	54
	GUERDON COURIVAUD CHRISTINE	53
	HAUTHIER PATRICK	53

52	RUFFOLI BRUNO
52	SALAH ILYES
44	BAHLOUL ABDELKRIM
43	FONTAINE SEBASTIEN
43	ZAMOURI MOURAD
42	MOSCONI PIERRE MARIE
42	MARTINEZ CELIA (Clayre)
37	JAFRI ABEL
37	DAMAIN ERIC
26	HAFASSA RACHID
25	DUBOIS GÉRALD (Gerald Wagner)
25	STAINMÉSSE MICHEL (Michel Messie)
21	METALI ABDEL HAFID
21	SALLE RURIK
18	CHOMIAK HELIE
14	JELASSI DANI (Dani Del Comte)
14	KRMINAC NIKOLA
9	YACAR ROBERT
9	JANSOLIN DENIS
8	HAZANE HUBERT

Artistes de variétés, jazz et musiques actuelles : 2 sièges à pourvoir

BOURDIN LESLIE	545
CHATON JESSIE	322
FAVREAU JEAN-JOËL	199
CHARRIERS ALAIN	146
PASQUIER CHLOË (Lékho)	128
REINHARDT IRMA	106
MAGNANO CELINE	101
CONSTANTIN FRANÇOIS	95
IMBERT DIEGO	91
HERER ALEXANDRE	86
SOUKOUNA YOUSSEF (Sefyu)	83
RAKOTOMANGA DINA	78
SUISSA DAVID	75
DOUCE BUSNEL NATHALIE	70
SCHARLÉ STÉPHANE	67
VERDIN JEAN PHILIPPE	65
PENA VIEIRA NATHALIE (Natpena)	56
REVEREND ALEXANDRE	55
PHÉLUT FREDERIC	49
DESANDRE XAVIER	48
DARRIFOURCQ SYLVAIN	45
FERLET EDOUARD	44
PELIAJA FRANK (Tonton Humanis)	40
WOODBRIIDGE FRANK	40
PLETTO ANTONIA (Tonla)	39
BOULARD THOMAS	37
KERECKI STÉPHANE	36
SOLIA DANIEL	36
BERTRAND YVES	33

ELU	MOLINIER THIERRY	33
ELU	AZZOUZ NAZIHA	31
	KIMBANGI JESSY (Jessy Matador)	30
	ROSIER COCO GEORGES GILLES	29
	LARAKI HANANE (Nina Solado)	27
	BENYAMIN GAE	26
	HAMICHE TARIK	26
	ROLLAND KEROVACS CLAIRE NAEL	26
	(Nael Kervacs)	26
	HERAL PATRICE	24
	DE MASCOLO FRANCE MARIE (Kleph)	23
	CARUELLE STÉPHANE (Batik)	22
	YOUSOUFA MOINACHÉ DIJAYLANE (Dih)	22
	MESNARD QUENTIN	21
	MOUTOUSSAMY THIERRY	21
	BENABDELKADER ROMAIN	19
	FASSI JACQUES (PapaYou Ngongo)	19
	HERRIAU ALAIN	19
	LEMOINE DENIS	19
	BWEMBA RENÉ	18
	LIMOGÉ PHILIPPE	18
	VELLAGE GEORGES MARIE	18
	MARGA JEAN ROLAND	17
	LE BAIL JEAN BAPTISTE	16
	LOZET FRANCOIS	16
	DUBOUT FRANCOIS	14
	KAMAL ISSAM	14
	FAINTRENIÉ JULIEN (Sorel Julien)	13
	L'ACHÈNE JEAN	13

12	BOUTINAUD STEPHANE (Bouts)
12	LAROSE FRANK (Frank larose)
12	PRZYBYLSKI MORALES MICHEL
12	TYOSSI M HAMMED
12	BEYER JEAN CLAUDE
11	CASERO ERICK
11	VASSEUR WOOLFENDEN ISMAIL (Sikhan)
10	NASSONOV VALENTIN
9	BALCON BENJAMIN (Benjamin H. Ford)
9	HENDERSON GORDON
8	TJAHE MARCEL
7	KOUHEN KHALID
7	ZAIRE CHRISTOPHE (Chris Lovard)
6	CHIONCHINI NICOLAS (Nicolas Cini)
6	DADURE FRANK
6	DELOUMEAUX AGNÈS BERNARD
6	(Issaac Moschen)
6	LOUVIGNÉ LÉO
5	BAZZANI MIKE (Mike Lester)
5	BOUTINAUD LUDOVIC GUILLAUME
5	KOUBY LAURENT
4	KANTHAHYA DAMIEN (Trigger)
4	SUMRADA ARNAUD
3	BLE INDE DECLAIR (St Dekiss)
3	BORGES EDIVANDRO
2	CATAUDELLA BAPTISTE
2	KONN JEAN MARIE (DoubleKartiste)
1	BEGARIN YOHAND (Dayonn)
1	CHARIN MEGUY (M.E)

Artiste lyrique : 1 siège à pourvoir

DOLIE THOMAS	398
NOVIELL JEAN-FRANÇOIS	299
ALEXANDRE THEOPHILE	244

ELU	ANGIOLINI MARCO	160
	BELLIVEAU CHRISTOPHE (Crooner latino)	152
	RITTELMANN RICHARD	108

Musiciens classiques et / ou chefs d'orchestre : 1 siège à pourvoir

CROQUENVOY KARINE	534
PYKA AGNES	345
CORREAS JEROME	281

ELU	COUSON LAURENT	147
	CHAVUIN JULIEN	122
	MURRAY MARTIAL	90

69	PROCOPIO BRUNO
56	DIEDERICH CYRIL
52	GANVERT LÉONARD

Immobilier

immo-libe@teamedia.fr
01 87 39 80 20

VENTE

5 PIÈCES

FONTENAY SOUS BOIS
-94

Appartement à vendre
5 pièces - 87,14 m2

A deux pas, les lignes de bus 118, 122 et 301 facilitent vos déplacements pour rejoindre le RER A-E Val de Fontenay. A seulement 2 minutes à pieds des écoles et entouré de commerces, restaurants et boulangeries.

Cet appartement plein de potentiel à FONTENAY SOUS BOIS, offrant une surface de 87m² pour créer votre espace idéal. Situé au 1er étage avec ascenseur, le bien comprend trois chambres, un salon/salle à manger de 32,18 m² pouvant facilement se transformer en quatre chambres, une salle de bains et un wc séparé. De nombreux rangements et une cave complètent cet appartement.

PRIX : 284 900 EUROS

<https://www.saloger.com/annoncesachat/appartement/fontenay-sous-bois-94/215410411.htm>

tél : 0614084144 agence s'abstenir
MERCI

Répertoire

repertoire-libe@teamedia.fr /
01 87 39 82 95 / 01 87 39 82 89

MUSIQUE

Disquaire achète
au meilleur Prix

DISQUES VINYLES
33T - 45T - CD

TOUS STYLES
TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Metal - Punk

Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)

Reggae - Hip Hop

Gros Stocks
et Collections

Contactez-nous
07 89 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Plaques - Hi-Fi
Amplis - Cellules - DJ
Jeux Vidéo - Consoles

Déplacement en France
avec respect
des mesures sanitaires
en vigueur.

Réponse très rapide
PAIEMENT CASH

Vous voulez passer
une annonce dans

Libération

Vous avez accès à
internet ?

Découvrez notre site de prise
d'annonce en ligne

<http://petites-annonces.liberation.fr>

Pour la publication de vos annonces légales et judiciaires,
contactez-nous : agence@ferrari.fr Tél.: 01 42 96 05 50

Le moi des fiertés

Bilal Hassani Abhorré par l'extrême droite, l'artiste solaire sort une nouvelle mixtape, joue au cinéma et continue de tracer sa voie, dans sa bulle.



La première fois, ce fut comme une apparition. Dans une longue robe dorée, Bilal Hassani a surgi au Cabaret de Poussière, au Zèbre, à Belleville, petite salle de spectacle parisienne où s'égayent les rebelles, les queers, les poètes, les amoureux, les hors cases. Dans un moment suspendu, auréolé d'une lumière, qui, aurait-on juré, ne venait pas des spots habituels mais de quelque chose de plus haut, de plus profond, il était un peu tout cela, nous surprenant par son timbre, sa prestance, sa beauté folle, sa joie et sa mélancolie (cela va souvent ensemble). En décembre, on avait essayé une larme, en seulement deux chansons. La seconde fois, il était à la Marbrerie, à Montreuil (Seine-Saint-Denis), début juin. Il célébrait la sortie de sa nouvelle mixtape, *Glitter Sleaze Utopia*, «l'utopie des paillettes sordides» (!) et le mois des fiertés, qui s'achève le 29 avec la Pride (la dernière ?), un concert de sa part, et des ténèbres d'incertitudes. Bilal Hassani était en petite robe noire et perruque blonde, déroulant sa dizaine de nouveaux morceaux de pop-variété queer, dont les entraînants *Candy* et les *Amours imaginaires*. Il respirait le bonheur. Deux fois vu en quelques mois et deux fois une impression similaire, rassurante et étonnante : la capacité de Bilal Hassani

à se créer une bulle protégée. «Il est important aujourd'hui de faire appel à l'imaginaire pour survivre», dit-il, le jour où on le rencontre, dans les bureaux du XVII^e arrondissement où sa mère, Amina Frühauf, mène ses affaires. Il porte sa perruque blonde, qui n'a plus de nom contrairement à ses premières, et un long tee-shirt du groupe de metal Iron Maiden («Choix de mon stylist», tient à préciser l'amoureux de la mode). Il continue : «La réalité, elle est très lourde. Tout ce qui se passe autour de la petite utopie que j'ai fabriquée est terrifiant. Je n'ai pas envie de m'y aventurer du tout.»

LE PORTRAIT

Cette capacité à créer du réalisme magique remonte à tout petit, quand il rêvait de venir d'une autre planète où les êtres vivants étaient des boules de gaz ou quand il suivait «Brush», prémices de son personnage, une fée aux longs cheveux «qui était tout ce que je n'étais pas» et qui le protégeait aussi, contre les premiers harcèlements de la cour de récré. La violence, Bilal Hassani en connaît un rayon. D'un côté, une carrière commencée avec *The Voice Kids* à 14 ans, trois albums, une finale de *Danse avec les Stars*, et une participation à l'Eurovision en 2019 avec le tube *Roi*, qui tenait autant du divertissement que de la déclaration d'intention : «Je suis free, oui, j'in-

vente ma vie/Ne me demandez pas qui je suis/Moi, je suis le même depuis tout petit/ Et malgré les regards, les avis/ Je pleure, je sors et je ris.» De l'autre, des ennemis solides, l'alliance des racistes et des homophobes. Ces dernières années, on n'a pas souvenir d'un artiste autant vilipendé sur la durée par l'extrême droite et les forces puritaines et oppressives (des anonymes sur Internet aux responsables politiques en passant par les médias Bolloré). Dès qu'il sort une boucle de cheveux du cadre des lieux queers protégés, un tombereau d'insultes s'abat sur lui. Il voudrait échapper à toute définition, se considère «*simplement, comme Bilal, à mi-chemin entre fluidité du genre et une volonté d'être dans le non-humain*» et il est en permanence renvoyé à ses origines, arabes, et son orientation sexuelle, gay. La déraison a atteint son pic en avril 2023, quand l'artiste a dû annuler son concert à Metz, dans une église désacralisée (depuis cinq siècles!) sous la pression d'un collectif catholique et menacé par des militants d'extrême droite envisageant un attentat, tandis qu'Hanouna débattait sur TPMP de son droit à chanter. Le chanteur hausse les épaules, poli, imperturbable, assumant un statut d'icône LGBT+ qu'il n'a pas forcément choisi : «*Je suis politique. Il faut être conscient de son reflet dans le miroir. Je ne vais pas faire la demeure qui se demande, "pourquoi j'ai été autant exposée?"*» Donc ça ne m'angoisse pas tant que ça. Et il est important aussi que des gens comme moi existent.» Mais l'artiste ne prend pas les armes non plus, évite les avis trop tranchés, confesse simplement qu'il «vote à gauche». Il a appelé à voter Front populaire sur ses réseaux, mais refuse poliment de répondre quand on le rappelle après les européennes pour une réaction. Avec le sentiment, probablement, que cela l'écarte de son grand but : «*Ce qui est important, c'est de garder la perspective. J'ai un projet, une vision, qui vont très loin, et c'est de devenir la plus grande popstar de la planète.*» Il le dit au premier degré, sans une once d'incertitude, le visage illuminé, et, face à la force du rêve, on ne peut que s'incliner. Dans sa chambre, dans un coin tranquille du XVI^e arrondissement, six vinyles, qui ont «changé sa perception de la musique», sont accrochés au mur : *Xscape* de Michael Jackson, *Honey* de Mariah Carey, «j'ai compris récemment que ça parlait de sperme», *B'Day* de Beyoncé, «prouesses vocales folles», *Ray of Light* de Madonna, *Oh of Every Pearl's Un-Insides* de Sophie, «musée ultime», et *Innamoramento* de Mylène Farmer. Le soir, il les regarde. «Il a son art comme carapace», jure sa mère, ancienne cheffe de projet dans une boîte informatique, qui a tout plaqué pour s'occuper de sa carrière. Bilal Hassani a grandi auprès d'elle, démenageant souvent dans différents endroits de la banlieue parisienne. Ensemble, ils sont comme ça, les doigts de la main, serrés forts. Petit, il écoute avec elle Freddy Mercury, Toni Braxton, du raï. Avec son père, qui a refait sa vie et est parti s'installer à Singapour, c'est plutôt Michael Jackson. Amina Frühauf ajoute : «Bilal montre qui il est, vit pleinement son identité.» A l'heure de sa notoriété naissante, il n'osait pas trop se balader dans la rue de crainte d'être agressé. «J'avais peur... J'ai moins peur. L'isolement complet risquait de me faire disjo-

ner.» Désormais, il prend le métro, ou file à vélo, sur son destrier blanc. Il est intarissable sur ses balades, plus discret sur sa vie privée. Pour sa nouvelle mixtape, Bilal Hassani a voulu se réatteler à l'écriture de textes, ce qu'il avait abandonné lors du précédent album. Manière de reprendre le contrôle de lui-même. «Il est en bonne santé, il est heureux, joyeux, il a des aventures, il désire et il est objet du désir, s'enthousiasme Martin Dust, créateur du Cabaret de Poussière et l'un de ses co-auteurs. Il ne s'excuse pas d'être lui-même, il n'a pas honte et c'est ça qui les énerve.» En parallèle de la musique, l'artiste a une carrière d'acteur. Il est excellent en youtubeur toxique dans les *Reines du drame*, une comédie musicale dont la France avait besoin, présentée à Cannes. Le jeune réalisateur Alexis Langlois salue sa «*générosité, son humour, son côté clown*» et dit : «*C'est un personnage queer racisé dans une forme de non-binarité qui permet à plein de gens d'être plus iels-mêmes.*» Martin Dust, lui, en est persuadé, et dans l'ambiance actuelle, on voudrait tellement le croire : «*Bilal est là, Bilal va tous nous sauver.*»

1999 Naissance à Orsay (Essonne). 2019 Eurovision. Juin 2024 *Glitter Sleaze Utopia*, nouvelle mixtape. Décembre 2024 *Les Reines du drame*, film.

Par QUENTIN GIRARD
Photo SMITH. MODDS

À LA TÉLÉ CE SOIR

TF1

21h10. **Magnum**. Série.
Magnum en solo. Le baptême du feu. **22h50. Magnum**. Série. Infiltrés. Ceux que nous perdons en route.

FRANCE 2

21h10. **Contre toi**. Série. Épisodes 3 & 4. Avec Virginie Ledoyen, Lannick Gauthier. **22h55. Justice en France**. Documentaire. Juge application des peines Liseux.

FRANCE 3

21h10. **Débats en régions**. Magazine. Législatives 2024. **22h50. Enquêtes de région et La France en vrai**. Magazine.

CANAL+

21h10. **Les reclus - Une famille sous emprise**. Documentaire. La libération. De Sandrine Cohen. **22h35. King's Land**. Drame. Avec Mads Mikkelsen.

ARTE

20h55. **Ête 85**. Drame. Avec Félix Lefebvre, Benjamin Vioin. **22h35. Suis-je belle ?**. Drame. Avec Senta Berger, Iris Berben.

MG

20h50. **Football : Portugal / Géorgie**. Sport. Euro 2024. Groupes. 3^e journée. **23h00. 100% Euro**. Magazine.

FRANCE 4

21h00. **Freddie Mercury, une vie en 10 photos**. Documentaire. **21h50. Queen - Hungarian Rhapsody**. Concert. Live in Budapest. **23h25. Basique, les sessions**.

FRANCE 5

21h05. **Lucie en Australie**. Documentaire. **22h30. C dans l'air**. Magazine.

PARIS PREMIERE

21h00. **Capitaine Marleau**. Série. Brouillard en thalasso. Avec Corinne Masiero, Muriel Robin. **22h45. Capitaine Marleau**. Série.

TM7

21h25. **Corps sans complexe - Comment je me suis libérée**. Documentaire. **23h00. 90° Enquêtes**. Magazine.

W9

21h10. **Florence Foresti & Friends**. Spectacle. **23h40. Les Bodin's Chez les Belges**. Spectacle.

NRJ12

21h10. **Le transporteur - La série**. Série. Une bombe dans Paris. Cofrépagnon. **23h00. Le transporteur - La série**. Série.

C6

21h15. **Mongeville**. Série. La nuit des loups. **23h00. Mongeville**. Série.

TF6

21h05. **Le couteau par la lame**. Thriller. Avec Chris Pine, Thandiwe Newton. **23h05. Limitless**. Film.

GSTAR

21h10. **Les grandes vacances**. Comédie. Avec Louis de Funès, Percy Mayne. **23h10. Les municipaux (trop c'est trop)**. Téléfilm.

TF1 SÉRIES FILMS

21h00. **L'étudiante**. Comédie. Avec Sophie Marceau, Vincent Lindon. **23h00. La boum 2**. Film.

6TER

21h10. **La vie secrète des supermarchés**. Documentaire. Saison 2 - Épisodes 3 & 4. **23h10. La vie secrète des supermarchés**. Documentaire.

CHÉRIE 25

21h05. **Castle**. Série. Sexpionage. Jeux de pouvoir. **22h45. Castle**. Série.

AMC STORY

21h10. **Accident de Beaune : le pire drame routier français**. Documentaire. **22h15. Les 10 catastrophes qui ont marqué la planète**. Documentaire.

LCP

20h30. **Débatdoc**. Documentaire. Dîn Story. Le silence des tableaux. **21h30. Débatdoc**. Le débat. **22h00. Sens Public**.

Libération

www.libération.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 88 47 98 80
contact@libération.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire
Presse indépendante SAS

Cogérants
Dov Allon,
Amandine Bascou-Romeu

Directeur de la publication
Dov Allon

Directeur de la rédaction
Dov Allon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Guinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Bequembourg
(spectaux), Frédéric
Béaudou (presse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Dhars (pilotes web),
Christian Lissou
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alenagui (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charnier (photo),
Cécile Faumas (L),
Sonia Delesalle-Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Matthieu Ecoffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(checknews),
Camille Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS
Site : abo.libération.fr
abonnement@libération.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384 €
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ
Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES
& GARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION
Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CLA (Héric)
Imprimé en France

ACPM
LETO
+ FACILE
à lire

Membre de l'ACPM.
CCPAP : 1125 C 80064.
ISSN 0335-1793.

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenu par
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur
d'entropisation :
P10r 0.000 kg de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
remboursement de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr



Solutions des
grilles précédentes

MOYON

7	6	1	8	5	3	9	2	4
8	9	4	6	7	2	5	1	3
5	2	3	1	4	9	7	6	8
1	3	5	2	9	4	7	8	6
6	4	9	7	8	1	2	5	3
2	7	8	3	6	5	4	9	1
9	8	7	4	1	6	5	3	2
3	5	6	9	2	8	1	4	7
4	1	2	5	3	7	6	8	9

DIFFICILE

8	9	5	1	2	3	4	5	7
3	2	1	4	7	6	8	9	5
4	5	7	6	8	9	1	2	3
9	6	2	3	7	8	5	1	4
7	8	4	5	1	2	3	6	9
1	5	2	6	4	7	9	8	3
2	4	9	7	3	5	6	8	1
5	1	8	4	9	6	3	7	2
6	7	3	8	1	2	9	4	5

SUDOKU 5318 MOYEN

	7	1	2	9	6			
	2		5		7			
9	3		7			1	2	
1		4	7	5			6	
	9			4		2		
6		2	9	1			4	
2	6			7		8	3	
	3		6		9			
	1	9	3	2				

SUDOKU 5318 DIFFICILE

6	3				9	4		
	7			9		2	5	
			4	2				
		1	7	5	6	2		
	3	4	9		8	7	5	
		7	2	4	8			
			4					
	8			6		7		
1	6				5	2		

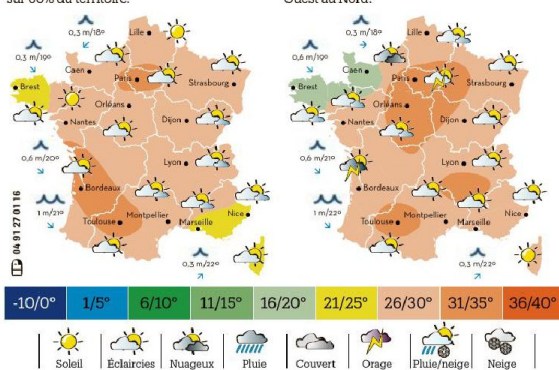
Libération
La boutique
Retrouvez les derniers
numéros de «Libération»
et nos collectors sur
notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

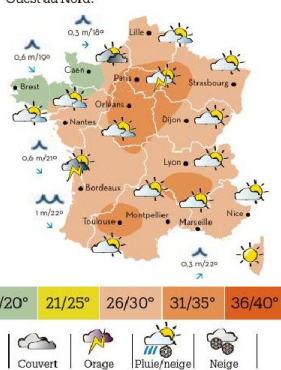
MERCREDI 26

Temps calme et souvent ensoleillé avec déjà une grande douceur au lever du jour.
L'APRÈS-MIDI Le temps reste estival sur la plus grande partie du pays mais le temps devient lourd dans l'Est et le Sud-Est avec un risque d'averses à caractère orageux, surtout près des reliefs. Il fera très chaud avec des températures proches ou supérieures à 30 °C sur 60% du territoire.



JEUDI 27

L'anticyclone faiblit et le temps devient progressivement plus instable avec des passages nuageux pouvant s'accompagner d'averses, localement orageuses dans le Nord-Ouest. Il continue de faire beau et chaud dans le Sud-Est.
EN SOIRÉE Nuit très agitée au programme avec des orages violents possibles du Sud-Ouest au Nord.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	18	28	Lyon	18	27	Alger	22	29
Caen	18	25	Bordeaux	18	30	Berlin	18	27
Brest	15	26	Toulouse	18	30	Bruxelles	18	27
Nantes	19	28	Montpellier	19	26	Jérusalem	23	32
Paris	17	28	Marseille	19	26	Londres	15	26
Strasbourg	17	26	Nice	20	22	Madrid	22	32
Dijon	17	29	Ajaccio	18	25	New York	24	34

Si 98,8% de nos adhérents nous renouvellent leur confiance*, c'est parce que : (cochez les bonnes réponses)



Nous remboursons les soins **en 72h**.



Nous gérons de manière fluide
49 000 demandes entrantes par jour.



Basés partout en France,
nos **4000 collaborateurs**
MGEN dédiés à la relation client
sont à leur écoute.

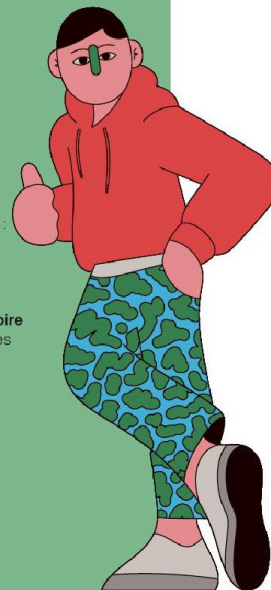


Selon les besoins de chacun,
nous sommes **disponibles à distance** :
téléphone, e-mail, application,
espace personnel en ligne.



Et aussi en **proximité sur tout le territoire**
dans nos 130 agences départementales
et espaces d'accueil.

On vous
le prouve ici



**Vous auriez raison de choisir
la première mutuelle des agents du service public**.**



GRUPE **vyv**

On s'engage mutuellement

*Taux de résiliation (hors contrat obligatoires) de 12%, à fin novembre 2023 (source interne MGEN).
**MGEN, membre du Groupe VYV, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 775 685 369 et soumise au livre II du code de la mutualité, et la première mutuelle en occasions santé individuelle. Classement Agur de l'assurance, oct 2023. Crédit Mutuel Assurance - Camille Furlan.